



Comité de bassin

Séance plénière

26 mai 2016

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

1. Diffusion	2
2. Délibérations	3
3. Liste de présence	44

Comité de bassin

Séance plénière

26 mai 2016

Diffusion

- Madame la Ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat (1 ex.)
(Voie administrative : Direction de l'eau et de la biodiversité)
- Mesdames et Messieurs les membres du comité de bassin Loire-Bretagne (1 ex.)
- Mesdames et Messieurs les participants de droit (1 ex.)

Pour information

- Mesdames et Messieurs les présidents des commissions locales de l'eau (1 ex.)
- Mesdames et Messieurs les présidents des établissements publics territoriaux (1 ex.)
- Autres agences de l'eau (1 ex.)

Comité de bassin

Séance plénière

26 mai 2016

Délibérations

L'an deux mille seize, le vingt-six mai à dix heures, le comité de bassin Loire-Bretagne s'est réuni au Centre de conférences d'Orléans (9, place du 6 juin 1944, 45000 Orléans) sous la présidence de Monsieur Joël PELICOT, président.

- 2016-04** Approbation du procès-verbal de la séance plénière du 10 mars 2016
- 2016-05** Labellisation des programmes d'actions de prévention des inondations sur le bassin Loire-Bretagne
- 2016-06** Adoption du règlement intérieur modifié du comité de bassin
- 2016-07** Avis portant sur le projet de Sage du bassin versant de l'Authion
- 2016-08** Avis portant sur le projet de Sage Evre-Thau-Saint-Denis
- 2016-09** Avis portant sur le projet de Sage du bassin versant Sud-Cornouaille
- 2016-10** Avis portant sur le projet de Sage du bassin versant Argoat-Trégot-Goëlo
- 2016-11** Programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI). Labellisation de bassin. Nom du projet : PAPI complet sur le bassin versant Ellé-Isole-Laïta. Porteur du projet : Syndicat mixte Ellé-Isole-Laïta (SMEIL)

COMITÉ DE BASSIN

Séance plénière du 26 mai 2016

Délibération n° 2016 - 04

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE DU 10 MARS 2016

Le comité de bassin Loire-Bretagne délibérant valablement,

- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III (partie législative)
- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III, section 3, sous-section 1 (partie réglementaire)
- vu le règlement intérieur modifié du comité de bassin adopté par délibération n° 2014-01 du 10 juillet 2014

DÉCIDE :

Article unique

D'approuver le procès-verbal de la séance plénière du comité de bassin du 10 mars 2016.

Le Président
du comité de bassin Loire-Bretagne



Joël PELICOT

COMITÉ DE BASSIN

Séance plénière du 26 mai 2016

Délibération n° 2016 - 05

LABELLISATION DES PROGRAMMES D' ACTIONS DE PREVENTION DES INONDATIONS SUR LE BASSIN LOIRE-BRETAGNE

Le comité de bassin Loire-Bretagne délibérant valablement,

- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III (partie législative)
- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III, section 3, sous-section 1 (partie réglementaire)

Considérant

- *le cahier des charges de l'appel à projet des Programmes d'Actions de Prévention des Inondations du Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et de la mer, publié le 17 février 2011*
- *la circulaire du 12 mai 2011 relative à la labellisation et au suivi des projets « Programmes d'Actions de Prévention des Inondations 2011 » et opérations de restauration des endiguements « Plan de Submersion Rapide »*

DECIDE :

Article 1

D'approuver la procédure et les critères de labellisation (fiches annexées) des programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI), selon leur montant à la labellisation :

- Pour les PAPI dont la labellisation relève d'une instance de labellisation nationale, la commission inondations, plan Loire émet l'avis de bassin.
- Pour les PAPI dont la labellisation relève d'une instance de labellisation de bassin, la commission inondations, plan Loire émet un avis et la labellisation est prononcée par le comité de bassin.

Article 2

D'abroger la délibération 2011-16 du 7 juillet 2011 relative à la labellisation des PAPI.

Le président
du comité de bassin Loire-Bretagne



Joël PÉLICOT

1. Contenu du dossier PAPI d'intention

Le dossier de PAPI d'intention contient des éléments sur :

- Un programme d'études,
- La gouvernance et la contractualisation du PAPI.

Le programme d'études doit viser à établir :

- Un diagnostic approfondi et partagé du territoire avec :
 - La caractérisation de l'aléa d'inondation
 - Le recensement des enjeux exposés aux inondations
 - Le recensement et l'analyse des ouvrages de protection existants
 - L'analyse des dispositifs existants
- Une stratégie locale cohérente et adaptée aux problématiques identifiées dans le diagnostic du territoire,
- Un programme d'actions, avec les analyses coût-bénéfice des actions d'investissement de plus de 2 M€.

La partie gouvernance identifie la structure pilote de la démarche PAPI d'intention (avec ses statuts ou projets de statuts) et contient une convention cadre relative au PAPI (modèle fourni par DGPR).

Le dossier PAPI intègre enfin une fiche de synthèse (modèle fourni par DGPR) qui recense les principales informations ci-dessus.

Tous ces éléments sont nécessaires à la complétude du dossier. L'absence de l'un d'entre eux rend le dossier PAPI irrecevable.

2. Procédure de labellisation

La labellisation des PAPI d'intention est faite à l'échelle nationale. La commission inondations Plan Loire est préalablement consultée pour émettre un avis de bassin sur ces projets.

3. Critères de labellisation

L'avis de la commission sur les projets de PAPI d'intention se focalisera sur l'opportunité du projet en cherchant à apprécier :

- La pertinence du périmètre,
- La légitimité du porteur de projet, qui sera analysée au regard de sa capacité à mettre en oeuvre le PAPI complet une fois le PAPI d'intention achevé,
- La cohérence du programme d'études envisagées avec les démarches en cours : Plan Loire, directive inondations, anciens PAPI et SAGE,
- La cohérence du programme d'études avec les analyses antérieures et les aménagements déjà réalisés sur le périmètre du PAPI. A cet égard, une synthèse des études et dispositions existantes en matière de prévention des inondations ainsi qu'une présentation des acteurs à associer pour l'élaboration du PAPI permettra d'apprécier la qualité du dossier PAPI.

Des premières actions de communication et de porter à connaissance du risque d'inondation (à ce titre, la pose de repères de crues dans le cadre d'une opération d'ensemble au-delà des prescriptions réglementaires à l'échelle du bassin de risque peut être proposée) pourront être envisagées et seront appréciées dans le cadre du PAPI d'intention.

Pour l'analyse de la qualité du programme d'études, on vérifiera la pertinence de la proposition au vu des objectifs poursuivis, rappelés en 1.

1. Contenu du dossier PAPI

Le dossier de PAPI contient des éléments sur :

- Le projet de PAPI en lui-même,
- La gouvernance et la contractualisation du PAPI.

Le projet de PAPI doit contenir les éléments suivants :

- Le diagnostic approfondi et partagé du territoire avec :
 - La caractérisation de l'aléa d'inondation,
 - Le recensement des enjeux exposés aux inondations,
 - Le recensement et l'analyse des ouvrages de protection existants,
 - L'analyse des dispositifs existants,
- La définition d'une stratégie locale cohérente et adaptée aux problématiques identifiées dans le diagnostic du territoire,
- Le programme d'actions, avec l'analyse coûts-bénéfices des actions d'investissement de plus de 2 M€.

La partie gouvernance identifie :

- Le structure pilote de la démarche PAPI (avec ses statuts),
- Les maîtrises d'ouvrage des actions,
- La concertation mise en place.

Elle contient en outre une convention cadre relative au PAPI (modèle fourni par la Direction Générale de la Prévention des Risques).

Le dossier PAPI intègre enfin une fiche de synthèse (modèle fourni par la Direction Générale de la Prévention des Risques) qui recense les principales informations ci-dessus.

Tous ces éléments sont nécessaires à la complétude du dossier. L'absence de l'un d'entre eux rend le dossier PAPI irrecevable.

La complétude du dossier PAPI est vérifiée par le service instructeur du PAPI (DREAL régionale de référence du PAPI).

2. Procédure de labellisation

La labellisation des PAPI est prévue :

- à l'échelle nationale, par l'instance de labellisation nationale, pour les PAPI les plus importants.
Cette labellisation s'appuie entre autres sur un avis de bassin émis par la commission inondations, plan Loire. Le comité de bassin est informé des avis transmis à l'instance de labellisation nationale.
Les PAPI concernés sont définis par circulaire ministérielle. Il s'agit actuellement des PAPI de plus de 3 millions d'euros.
- à l'échelle du bassin, par le comité de bassin, pour les autres PAPI.

3. Critères de labellisation

Pour construire les avis à l'attention de l'instance nationale de labellisation ou du comité de bassin, la Commission Inondations, Plan Loire apprécie l'opportunité et la qualité du dossier au regard des exigences fixées par le cahier des charges de l'appel à projet. Elle vérifie également la cohérence du projet par rapport aux documents et démarches de planification en matière de prévention des inondations et gestion de l'eau en place sur le bassin (mise en oeuvre de la Directive Inondations, SDAGE, SAGE Plan Loire...).

L'analyse des dossiers s'appuiera par ailleurs sur les résultats de l'instruction du dossier réalisée par la DREAL régionale (ou une DDT(M) désignée par ses soins).

COMITÉ DE BASSIN

Séance plénière du 26 mai 2016

Délibération n° 2016 - 06

ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR MODIFIÉ DU COMITÉ DE BASSIN

Le comité de bassin Loire-Bretagne délibérant valablement,

- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III (partie législative)
- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III, section 3, sous-section 1 (partie réglementaire)
- vu la délibération n° 2014-01 modifiée du 10 juillet 2014 portant adoption du règlement intérieur,

DÉCIDE :

Article unique

D'adopter le règlement intérieur modifié joint en annexe.

Le président
du comité de bassin Loire-Bretagne



Joël PELICOT

COMITÉ DE BASSIN LOIRE-BRETAGNE

9° Comité de bassin 2014 – 2020

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

(Approuvé par délibération n° 2014. 01 du comité de bassin du 10 juillet 2014)

(Modifié par délibération n° 2014. 06 du comité de bassin du 2 octobre 2014)

(Modifié par délibération n° 2014. 10 du comité de bassin du 11 décembre 2014)

(Modifié par délibération n° 2015. 07 du comité de bassin du 9 juillet 2015)

(Modifié par délibération n° 2015. 13 du comité de bassin du 8 octobre 2015)

(Modifié par délibération n° 2016. 06 du comité de bassin du 26 mai 2016)

SOMMAIRE

TITRE 1.	COMPOSITION	
	Article 1	Composition 3
TITRE 2.	DESIGNATION DES MEMBRES	
	Article 2	Règles de désignation 5
	Article 3	Modalités d'exercice du mandat 5
TITRE 3.	PRESIDENCE ET VICE-PRESIDENCES	
	Article 4	Modalités d'élection 6
	Article 5	Mandat 7
	Article 6	Rôle 7
TITRE 4.	BUREAU	
	Article 7	Composition 8
	Article 8	Rôle 8
TITRE 5.	COMPETENCES	
	Article 9	Compétences 9
TITRE 6.	FONCTIONNEMENT	
	Article 10	Modalités générales de fonctionnement 9
	Article 11	Séances plénières 10
	Article 12	Commissions du comité de bassin 13
TITRE 7.	ORGANISMES EXTERIEURS AU COMITE DE BASSIN	
	Article 13	Désignations aux organismes extérieurs 17
TITRE 8.	DIVERS	
	Article 14	Assiduité des membres 18
	Article 15	Formation des membres 18
	Article 16	Frais de déplacement 18
	Article 17	Interprétation du règlement intérieur 18
Annexes		19
	Annexe 1	Compétences du comité de bassin
	Annexe 2	Modalités de vote pour les élections et les autres décisions
	Annexe 3	Commissions territoriales

TITRE 1 – COMPOSITION

ARTICLE 1 – Composition

Le comité de bassin est constitué¹ :

1°) pour 40 %, d'un premier collège composé de représentants des conseils généraux et régionaux, et majoritairement de représentants des communes ou de leurs groupements compétents dans le domaine de l'eau ;

2°) pour 40 %, d'un deuxième collège composé de représentants des diverses catégories d'usagers de l'eau et des milieux aquatiques, des organisations socioprofessionnelles, des associations agréées de protection de l'environnement et de défense des consommateurs, des instances représentatives de la pêche et des personnes qualifiées.

Ce collège est composé des trois sous collèges suivants :

- le sous collège des usagers non professionnels,
- le sous collège des usagers professionnels « agriculture, pêche, aquaculture, batellerie et tourisme,
- le sous collège des usagers professionnels « entreprises à caractère industriel et artisanat ».

Les personnalités qualifiées et les représentants des conseils économiques et sociaux environnementaux régionaux forment une quatrième composante du collège des usagers non incluse dans ces trois sous collèges.

3°) pour 20 %, d'un troisième collège composé de représentants de l'Etat ou de ses établissements publics concernés.

¹ Article L 213-8 du code de l'environnement et décret modifié du 15 mai 2007
Arrêté du 27 juin 2014

Le nombre des membres du comité de bassin Loire-Bretagne est fixé à 190 comme suit² :

Collectivités territoriales 40 %				Usagers 40 %	Etat/Ets pub 20 %	Total
Conseils Régionaux	Conseils Généraux			Communes ou groupements de communes	Organisations professionnelles, associations agréées, institutions représentatives, personnes qualifiées	
	total	dont				
		<i>Au titre du département</i>	<i>Au titre de la coopération inter-départementale</i>			
8	29	28	1	39	76	190
76				76	38	190

La liste détaillée des membres est fixée par les textes suivants (cf. annexe 3) :

- pour les représentants des régions, des départements et des usagers : par l'arrêté du 15 mai 2007 modifié relatif à la représentation des collectivités territoriales et des usagers aux comités de bassin,
- pour les représentants de l'Etat et de ses établissements publics : par le décret n°2011-196 du 21 février 2011.

² Article D 213-17 du code de l'environnement

TITRE 2 – DESIGNATION DES MEMBRES

ARTICLE 2 – Règles de désignation :

Les membres du comité de bassin Loire-Bretagne sont désignés comme suit :

▪ **Collège des collectivités territoriales³ :**

« Les représentants des conseils régionaux et généraux sont élus par et parmi leurs membres.

Les membres de conseils généraux représentés au titre de la coopération interdépartementale sont désignés par le président de l'assemblée des départements de France.

Les représentants des communes ou de leurs groupements compétents dans le domaine de l'eau sont désignés parmi les membres de leur assemblée délibérante par l'association des maires de France ».

▪ **Collège des usagers⁴ :**

Les organismes représentatifs des usagers de l'eau et des milieux aquatiques, des associations agréées et des instances représentatives sont chargés de désigner leurs représentants. Certains organismes sont désignés par le Préfet coordonnateur de bassin.

« Les représentants des milieux socioprofessionnels sont désignés par les comités économiques et sociaux des régions dont les conseils régionaux sont représentés au comité de bassin ».

L'agrément des personnes qualifiées est proposé par le préfet coordonnateur de bassin au Ministre en charge de l'environnement.

▪ **Collège des représentants de l'Etat et de ses établissements publics⁵ :**

« Un décret établit la liste des représentants, ès qualité, de l'Etat et de ses établissements publics ».

ARTICLE 3 – Modalités d'exercice du mandat :

« La durée du mandat des membres qui ne représentent pas l'Etat est de six ans⁶ »

« Le représentant qui, au cours de son mandat, décède, démissionne ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné, est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par une personne désignée dans les mêmes conditions » que celles stipulées à l'article précédent⁷.

³ Article D.213-19.I du code de l'environnement

⁴ Article D.213-19.II du code de l'environnement et article 6 de l'arrêté du 15 mai 2007 relatif à la représentation des collectivités territoriales et des usagers aux comités de bassin modifié

⁵ Article D 213-17. III. du code de l'environnement

⁶ Article D 213-20 du code de l'environnement

⁷ Article 4 du décret n°2006-672 du 8 juin 2006

TITRE 3 – PRESIDENCE ET VICE-PRESIDENCES

ARTICLE 4 – Modalités d'élection :

4-1 – Election du président du comité de bassin :

- « *Le comité élit tous les trois ans un président* »⁸
- Le président est un représentant des collectivités territoriales ou des groupements de collectivités territoriales, ou une personnalité qualifiée⁹.
- Il est élu par les représentants du collège des collectivités territoriales et de leurs groupements, et par les représentants du collège des usagers (représentants des organisations socioprofessionnelles et personnalités qualifiées compris).

4-2 – Election des 3 vice- présidents du comité de bassin :

- « *Le comité élit tous les trois ans trois vice-présidents* »¹⁰
- Chacun des trois sous collèges (usagers non professionnels ; usagers professionnels agriculture, pêche, aquaculture, batellerie et tourisme ; usagers professionnels entreprises à caractère industriel et artisanat) dispose d'un vice-président issu de ses membres.
- Les vices présidents sont élus par les représentants du collège des collectivités territoriales et de leurs groupements, et par les représentants du collège des usagers (représentants des organisations socioprofessionnelles et personnalités qualifiées compris).

4-3 – Election du 4^e vice- président du comité de bassin :

- « *Lorsque le président du comité de bassin élu est une personne qualifiée, un vice-président supplémentaire est élu parmi les membres du collège des collectivités territoriales et de ses groupements.* »¹¹

4-4 Modalités d'élection :

- Le président et les vice-présidents sont élus par un vote au scrutin secret à deux tours : majorité absolue au premier tour, majorité relative au second tour.
- En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats.

⁸ Article D.213-19.III du code de l'environnement

⁹ Article D.213-19.III du code de l'environnement

¹⁰ Article D.213-19.III du code de l'environnement

¹¹ Article D213-17-II-1° du code de l'environnement

ARTICLE 5 – Mandats :

▪ **Président :**

En cas de démission, de perte de la qualité au titre de laquelle il a été désigné, ou de décès, il est procédé à l'élection d'un nouveau président.

L'un des vice-présidents assume les fonctions de président jusqu'à l'élection du nouveau président du comité de bassin.

En cas de vacance ou d'indisponibilité, le doyen d'âge des vice-présidents assure la fonction de président.

▪ **Vice-président :**

En cas de démission, de perte de la qualité au titre de laquelle ils ont été désignés, ou de décès, il est procédé à l'élection d'un nouveau vice-président, selon les mêmes modalités de vote prévues à l'article 4 du présent règlement intérieur.

ARTICLE 6 – Rôle :

Pour les séances plénières du comité de bassin, le président :

- préside de droit la séance ; s'il en est provisoirement empêché, il est remplacé par l'un des vice-présidents
- arrête l'ordre du jour du comité de bassin ; il peut, en séance, ajouter ou supprimer un ou plusieurs points à l'ordre du jour
- s'assure que le quorum est atteint afin que l'assemblée puisse valablement délibérer
- donne connaissance à l'assemblée des communications qui la concernent et lui rappelle l'ordre du jour
- fait adopter le procès verbal de la séance précédente ; les modifications portant sur le projet de procès verbal doivent être communiquées par écrit au président avant l'ouverture de la séance au cours de laquelle il doit être adopté
- désigne des rapporteurs qui sont chargés de l'étude et de la présentation des affaires inscrites à l'ordre du jour ; ils sont choisis à l'intérieur ou à l'extérieur du comité de bassin
- ouvre et lève les séances, dirige les débats, donne la parole dans l'ordre des demandes, accorde les suspensions de séance dont il fixe la durée
- dirige les opérations d'élections des membres du comité de bassin (cf. annexe 2)
- soumet les délibérations, propositions, amendements, vœux, au vote du comité de bassin
- en cas de vote à scrutin secret, désigne au minimum deux assesseurs afin de procéder aux opérations de vote
- proclame le résultat des scrutins.

En dehors des réunions plénières, le président :

- assure la représentation du comité de bassin
- préside le bureau du comité de bassin dont il fixe la date des réunions et arrête l'ordre du jour
- peut saisir les présidents des commissions permanentes sur tout sujet qu'il souhaite voir inscrit à l'ordre du jour
- est chargé de faire respecter le règlement intérieur du comité de bassin.

TITRE 4 – BUREAU

ARTICLE 7 – Composition :

Le comité de bassin crée en son sein un bureau composé de 19 membres :

- le président du comité de bassin,
- les 3 vice-présidents,
- les présidents des 5 commissions permanentes
- le Préfet coordonnateur de bassin ou son représentant,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre,
- le Directeur régional des finances publiques de la région Centre,
- un représentant de la profession agricole,
- un représentant des associations de protection de la nature,
- un représentant des CESER ou des personnes qualifiées,
- un représentant des associations de consommateurs,
- un représentant des producteurs d'électricité,
- un représentant de la profession industrielle.

Le bureau est présidé par le président du comité de bassin. Il peut appeler toute personne à assister aux réunions du bureau en qualité d'expert ou d'invité.

ARTICLE 8 – Rôle :

Le bureau est notamment chargé :

- d'élaborer le règlement intérieur du comité de bassin, et de le proposer à l'adoption lors d'une prochaine séance plénière
- d'orienter le travail des commissions
- de formuler ses prescriptions au secrétaire du comité pour la constitution et la présentation des dossiers, et le déroulement des séances du comité.

TITRE 5 – COMPETENCES

ARTICLE 9 – Compétences :

« Le comité de bassin est consulté sur l'opportunité des actions significatives d'intérêt commun au bassin envisagées », « il définit les orientations de l'action de l'agence de l'eau et participe [...] à l'élaboration des décisions financières de cette agence »¹²

Le tableau en annexe 1 détaille les domaines de compétences sur lesquels le comité de bassin se prononce.

Lorsque le conseil d'administration de l'agence de l'eau saisit le comité de bassin pour avis conforme sur le programme pluriannuel d'intervention et les taux de redevances, le président du conseil d'administration transmet la délibération correspondante au président du comité de bassin. Le délai d'un mois dans lequel le comité se prononce court à compter de la date de la délibération.

TITRE 6 – FONCTIONNEMENT

ARTICLE 10 – Modalités générales de fonctionnement :

Les séances du comité de bassin sont publiques.

▪ **Nombre de réunions :**

« Le comité se réunit au moins une fois par an, il est obligatoirement convoqué dans le mois qui suit la demande du ministre chargé de l'environnement »¹³

Le président du comité de bassin arrête chaque semestre un projet de calendrier de travail au vu des dossiers sur lesquels le comité de bassin devra se prononcer (cf. annexe 1).

▪ **Autres participants aux séances du comité de bassin :**

Membres de droit :

« Le président du conseil d'administration, le directeur général de l'agence de l'eau, le contrôleur financier et le commissaire du gouvernement auprès de l'agence de l'eau assistent de droit aux séances du comité avec voix consultative »¹⁴.

Invités permanents :

Les présidents des commissions locales de l'eau, les présidents d'établissements publics territoriaux de bassin et les présidents des établissements publics d'aménagement et de gestion des eaux sont invités à assister aux séances plénières du comité de bassin.

Collaborateurs :

Les collaborateurs des membres du comité de bassin peuvent assister aux séances du comité en fonction des places disponibles.

¹² Article L. 213-8 du code de l'environnement

¹³ Article D 213- 25 du code de l'environnement

¹⁴ Article D 213-25 du code de l'environnement

Autres invités :

Toute personne peut être appelée par le président, en qualité d'expert ou d'invité, à assister aux séances du comité.

Accueil du public :

Le public est accueilli sur les lieux de réunion du comité dans un espace qui lui est réservé et dans la limite des places disponibles. Une inscription préalable doit avoir lieu au plus tard la veille de la réunion, avant 18 h, auprès du secrétariat des instances de bassin qui demandera un justificatif d'identité. Le public a accès uniquement à la réunion.

Les dates des séances plénières du comité sont disponibles sur le site internet de l'agence de l'eau et dans ses publications externes à destination des acteurs de l'eau.

Le public ne prend pas part aux débats.

▪ **Rôle du secrétariat du comité de bassin :**

« *L'agence de l'eau correspondant à la circonscription du comité de bassin assure son secrétariat* »¹⁵

Elle assure également celui de ses diverses commissions permanentes et groupes de travail.

Le directeur général de l'agence en tant que secrétaire :

- assure la préparation des réunions du comité de bassin
- adresse les convocations et la documentation relative aux réunions
- rapporte les affaires qui lui sont confiées par le président
- rédige le projet de procès-verbal
- prend note des votes pour les avis, avis conformes, vœux et en assure la diffusion aux membres du comité de bassin, au ministère chargé du développement durable et au Préfet coordonnateur de bassin.

ARTICLE 11 – Séances plénières :

▪ **Convocations :**

Le comité de bassin « *se réunit sur convocation de son président qui fixe l'ordre du jour. Cette convocation peut être envoyée par tous moyens y compris par télécopie ou par courrier électronique. Il en est de même des pièces ou documents nécessaires à la préparation de la réunion ou établis à l'issue de celle-ci* »¹⁶

Le président du comité de bassin consulte le Préfet coordonnateur de bassin sur le projet d'ordre du jour des séances plénières.

Le directeur général de l'agence adresse les convocations accompagnées de l'ordre du jour et de tous documents s'y rapportant au moins quinze jours avant la date de la réunion. Ces documents sont mis en ligne sur un site dédié aux membres des instances de bassin.

▪ **Pouvoir donné à un autre membre :**

¹⁵ Article D 213-27 du code de l'environnement

¹⁶ Article 5 du décret n°2006-672 du 8 juin 2006

« Un membre peut donner mandat à un autre membre. Aucun membre ne peut détenir plus de 2 mandats »¹⁷

Tout membre du comité de bassin empêché d'assister à une séance peut donner un pouvoir à un membre de son choix y compris le président du comité de bassin.

Le pouvoir doit indiquer l'identité du mandataire et être signé par le mandant (signature manuscrite). Afin de faciliter la gestion des réunions, il doit être remis au plus tard la veille de la séance, à 18 heures, au secrétariat des instances.

Pendant les séances, tout membre peut donner pouvoir à un membre présent lorsqu'il quitte définitivement la séance. Dans ce cas, il doit le déposer sur place au secrétariat du comité de bassin, à défaut le pouvoir n'est pas valable.

▪ **Représentation des membres de l'État et des établissements publics :**

« Les membres [...] qui siègent en raison des fonctions qu'ils occupent peuvent se faire suppléer par un membre du service ou de l'organisme auquel ils appartiennent »¹⁸

Les représentants ès qualité de l'État et des établissements publics peuvent se faire représenter par un membre du service ou de l'organisme auquel ils appartiennent. Dans ce dernier cas, le représentant jouit alors des mêmes droits, y compris ceux de recevoir pouvoir d'un autre membre (dans la limite de 2).

▪ **Quorum :**

« Le quorum est atteint lorsque la moitié au moins des membres composant le comité sont présents... ou ont donné mandat. Lorsque le quorum n'est pas atteint le comité délibère valablement sans condition de quorum après une nouvelle convocation portant sur le même ordre du jour et spécifiant qu'aucun quorum ne sera exigé »¹⁹.

Les membres de droit ne sont pas comptabilisés dans le quorum.

Le quorum est atteint lorsque **95** membres du comité sont présents ou ont donné pouvoir.

Le président vérifie le quorum en début de séance. Il est requis pour tous les points inscrits à l'ordre du jour nécessitant une délibération du comité.

▪ **Déroulement des séances :**

Le président du comité de bassin préside les séances plénières conformément à l'article 6 du présent règlement intérieur.

▪ **Rapporteurs :**

« Des rapporteurs désignés par le président sont chargés de l'étude et de la présentation des affaires inscrites à l'ordre du jour. Ils sont choisis à l'intérieur ou à l'extérieur du comité »²⁰.

▪ **Modalités de vote**

Modalités générales :

¹⁷ Article R.213-24.I du code de l'environnement

¹⁸ Article 3 du décret n°2006-672 du 8 juin 2006

¹⁹ Article 11 du décret n°2006-672 du 8 juin 2006

²⁰ Article D 213-25 du code de l'environnement

Les membres de droit peuvent s'exprimer sur tout sujet évoqué en séance mais ils ne prennent pas part aux votes. Seuls les membres du comité présents votent. Les membres ayant reçu pouvoir d'un autre membre votent en lieu et place du membre absent y compris en cas de vote par collège. Il en est de même pour les membres de l'État et des établissements publics lorsqu'ils sont représentés.

Les bulletins blancs ne sont pas considérés comme des suffrages exprimés pour le calcul de la majorité. Ils sont décomptés séparément et annexés au procès-verbal.

Vote électronique :

Les votes sont organisés sous forme électronique.

Le dispositif de vote utilisé garantit l'anonymat du vote de chaque membre du comité de bassin.

Les membres du comité de bassin se verront remettre en début de séance un boîtier leur permettant de voter en leur nom, puis un boîtier par pouvoir détenu.

Le président du comité de bassin ouvre et clôt chaque temps de scrutin.

L'abstention est le refus de donner un avis (favorable ou défavorable).

Le vote blanc est la volonté de se démarquer du choix proposé.

Le membre du comité de bassin qui ne souhaite pas participer au vote ne doit pas utiliser le boîtier de vote.

Le résultat du vote s'affichera quelques instants après la clôture du scrutin par le président du comité de bassin.

Lorsqu'un membre quitte définitivement la séance et qu'il donne pouvoir à un autre membre du comité de bassin :

- il se présente au secrétariat de séance afin que son heure de départ soit enregistrée pour le suivi du quorum.
- il indique le nom du membre à qui il a donné son pouvoir et son boîtier de vote.
- il remet au secrétariat les boîtiers restants en cas de détention de pouvoir (s).

Lorsqu'un membre quitte définitivement la séance sans donner pouvoir à un autre membre du Comité de bassin :

- il se présente au secrétariat de séance afin que son heure de départ soit enregistrée pour le suivi du quorum
- il remet le(s) boîtier(s) remis en début de séance.

▪ **Déontologie :**

« Les membres d'une commission ne peuvent prendre part aux délibérations lorsqu'ils ont un intérêt personnel à l'affaire qui en est l'objet. La violation de cette règle entraîne la nullité de la décision prise à la suite de cette délibération lorsqu'il n'est pas établi que la participation du ou des membres intéressés est restée sans influence sur la délibération »²¹.

L'application de cette disposition aux membres du comité de bassin est prévue par l'article R. 213-24 du code de l'environnement, selon lequel « le décret du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif est applicable aux comités de bassin »

²¹ Article 13 du décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif.

Les membres du comité de bassin ne doivent donc ni participer ni voter dans le cadre des délibérations au sujet desquelles ils ont un intérêt personnel.

▪ **Délibérations :**

Les délibérations prises par le comité de bassin lors de ses séances plénières sont communiquées à tous les membres du comité de bassin y compris les membres de droit ainsi qu'aux ministères concernés.

▪ **Procès verbaux :**

Le procès verbal de la séance du comité de bassin est communiqué à chaque membre y compris aux membres de droit. Ceux-ci peuvent demander par écrit au président du comité de bassin, des modifications avant son adoption. Le projet de procès verbal et les modifications proposées sont ensuite soumis à l'approbation du comité de bassin.

ARTICLE 12 – Commissions du comité de bassin :

▪ **Commissions permanentes :**

« Le comité de bassin peut constituer des commissions permanentes. Dans les limites qu'il fixe, il peut leur déléguer sa compétence pour émettre les avis prévus à l'article L. 213-8, à l'exception de ceux relatifs au programme pluriannuel d'intervention et aux taux des redevances »²².

▪ **Présidence des commissions :**

Les commissions sont présidées par des membres élus par le comité de bassin.

Chaque commission élit un vice-président. Celui-ci préside la commission en cas d'absence ou d'empêchement du président.²³

▪ **Fonctionnement des commissions :**

Les commissions sont composées de membres qui s'y inscrivent.

Le mandat des membres des commissions est de six ans. Toutefois, le mandat de ceux qui en font partie à raison des fonctions qu'ils exercent, expire de droit lorsqu'ils cessent d'exercer lesdites fonctions.

En l'absence de composition type, le président du comité de bassin s'assure que le nombre d'inscrits permette aux commissions de fonctionner correctement, et veille notamment à ce qu'il y ait une représentation équilibrée entre les différents collèges.

Chaque commission est convoquée par son président conformément au projet de calendrier de travail arrêté par le président du comité de bassin.

Les commissions émettent des avis sur les dossiers soumis au comité de bassin relevant de leur domaine de compétence. Aucune règle de quorum n'est requise pour exprimer un avis.

Les membres des commissions ne peuvent donner mandat à un autre membre.

Seuls les membres du collège de l'Etat et de ses établissements publics peuvent se faire représenter par un membre du service ou de l'organisme auquel ils appartiennent.

Les réunions des commissions ne sont pas publiques. Les membres des collèges des collectivités territoriales et des usagers absents ne peuvent pas se faire représenter.

²² Article D213-22.II du code de l'environnement

²³ Article 3 du décret n°2006-672 du 8 juin 2006

Les membres des collèges collectivités territoriales, usagers et Etat ou établissements publics (hors le secrétariat technique de bassin) ne peuvent pas se faire accompagner de collaborateurs.

Des membres extérieurs sont associés aux travaux des commissions Inondations, plan Loire et Littoral. Ceux-ci peuvent se faire représenter aux réunions des commissions, mais ne peuvent pas prendre part aux votes émis lors des réunions.

Par ailleurs, toute personne peut être appelée par le président de la commission, en qualité d'expert ou d'invité à assister aux réunions des commissions.

Le secrétaire du comité de bassin assiste aux séances des commissions avec voix consultative. Il prépare les travaux des commissions, en rédige les conclusions et organise, avec les rapporteurs des commissions, la présentation au comité de bassin.

Le comité est tenu régulièrement informé des travaux des commissions.

Commission Finances et Programmation :

Elle est chargée de l'examen des taux des redevances, des programmes pluriannuels d'intervention de l'agence de l'eau ainsi que de leurs adaptations et révisions, soumis à l'avis conforme du comité de bassin. Les dispositifs d'application ou de mise en œuvre des modalités du programme relèvent quant à elles de la seule compétence du conseil d'administration de l'agence de l'eau.

Commission Planification :

Elle suit les travaux relatifs à la mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau et notamment à l'adoption par le comité de bassin du schéma directeur et d'aménagement des eaux (Sdage) ainsi que du programme pluriannuel de mesures.

La commission prépare également les avis du comité de bassin sur :

- les périmètres et les projets de schémas d'aménagement et de gestion des eaux (Sage) adoptés par les commissions locales de l'eau (CLE),
- les périmètres d'intervention des établissements publics territoriaux de bassin,

De manière générale, la commission Planification prépare les avis du comité de bassin sur tous sujets sur lesquels il est consulté par le Préfet coordonnateur de bassin (cf. annexe 1 compétences du comité de bassin) et qui ne relèvent pas des attributions explicites de l'une ou l'autre des commissions décrites au présent article.

Commission Inondations, Plan Loire :

Elle prépare les travaux et avis du comité de bassin relatifs à l'élaboration et la mise à jour des évaluations préliminaires des risques d'inondation, des cartes des surfaces inondables, des cartes des risques d'inondation, des plans de gestion du risque d'inondation.

Pour les programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI) dont la labellisation relève d'une instance de labellisation nationale, elle émet l'avis de bassin.

Pour les PAPI dont la labellisation relève d'une instance de labellisation de bassin, elle émet un avis et la labellisation est prononcée par le comité de bassin.

Elle suit les questions relatives au programme interrégional Loire grandeur nature notamment son élaboration, son exécution, ses résultats et en particulier les travaux de la plateforme eau espace espèces et la plateforme estuaire. Elle prépare les avis à prendre par le comité de bassin.

Sont associés aux travaux de la commission 12 membres extérieurs au comité de bassin :

- le Préfet de la zone défense ouest et un directeur régional des affaires culturelles,

- 5 représentants d'établissements publics territoriaux de bassin, 3 représentants de groupements de collectivités ayant en charge l'aménagement du territoire, et 2 représentants d'associations de sinistrés en victimes d'inondations. Ces 10 membres sont proposés par le Préfet coordonnateur de bassin.

Commission Communication et action internationale :

Elle est chargée de fixer les orientations générales et de proposer les grands axes de la politique de communication du comité de bassin qui vise notamment à :

- mobiliser les acteurs pour permettre une concertation efficace sur les orientations de la politique de l'eau dans le bassin et favoriser ainsi l'émergence de solutions partagées
- participer au développement de l'éducation à l'environnement, en améliorant l'accès à l'information sur l'eau
- associer le public à la décision, notamment dans le cadre des consultations organisées lors de l'élaboration du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article 14 de la directive cadre sur l'eau.

Elle est également chargée de fixer les orientations générales et de proposer les grands axes de la politique de coopération décentralisée institutionnelle et les aides à caractère humanitaire en application de la loi Oudin-Santini. Elle peut proposer au comité de bassin des axes d'intervention géographique prioritaire dans le cadre défini par les ministères concernés. Elle examine les demandes d'aides financières dans le cadre du programme d'intervention de l'agence de l'eau en vue de la décision de son conseil d'administration.

Commission Littoral :

Elle suit plus particulièrement les questions relatives au littoral, qu'il s'agisse des eaux marines (en relation notamment avec les usages baignades, conchylicoles...), ou des eaux saumâtres ou douces en lien direct avec le littoral (estuaires, marais littoraux...), dans la perspective de l'élaboration et du suivi du Sdage et des Sage, ainsi que du programme d'intervention de l'agence de l'eau et des différents opérateurs publics.

Sont associés aux travaux de la commission 6 membres extérieurs au comité de bassin :

- 1 représentant des ports de plaisance
- 1 représentant de la conchyliculture
- 1 représentant d'un comité régional du tourisme
- 1 représentant de l'association nationale des élus du littoral
- 1 représentant d'un parc marin
- 1 représentant d'un comité des pêches

■ **Commissions territoriales et forums de l'eau**

« Les membres des trois collèges ...représentant un sous-bassin peuvent se constituer en commission territoriale. Elle a pour mission de proposer au comité de bassin les priorités d'actions nécessaires à ce sous-bassin et de veiller à l'application de ces propositions » (article L. 213-8 du code de l'environnement).

« Le comité de bassin détermine le périmètre et la composition de ses commissions territoriales » (article D 213-22 du code de l'environnement).

Il est créé 6 commissions territoriales dont le périmètre figure en annexe 3.

Les représentants des 3 collèges sont répartis dans les commissions en fonction de leur origine géographique. Les membres du comité de bassin peuvent s'inscrire à plusieurs d'entre elles notamment lorsqu'ils exercent des missions transversales ou qu'ils ne sont pas représentés sur l'ensemble du bassin.

Les commissions territoriales jouent un rôle important dans la mise en oeuvre du Sdage et du programme de mesures ainsi que dans les phases de révision.

Elles sont notamment chargées :

- d'examiner les avis émis sur le volet local du Sdage et du programme de mesures,
- d'assurer localement le suivi et l'évaluation des actions du programme de mesures au niveau territorial,
- d'assurer le rapportage auprès du comité de bassin et formuler toutes propositions concernant le sous-bassin.

Elles sont informées de l'exécution du programme d'intervention de l'agence de l'eau et des actions significatives conduites sur le territoire.

Elles examinent et formulent un avis sur toutes questions se rapportant au sous bassin, à la demande du président du comité de bassin.

Par ailleurs, les commissions territoriales se réunissent sous la forme de forums de l'eau lorsqu'elles visent à conforter les relations entre le comité de bassin et les différents acteurs locaux.

Les forums de l'eau sont des lieux de concertation, d'échanges et d'informations des acteurs de l'eau du territoire.

Le secrétariat des commissions territoriales et des forums de l'eau est assuré par l'agence de l'eau qui mandate sa délégation régionale correspondant au sous bassin concerné.

▪ **Commission relative au milieu naturel aquatique :**

« Le comité de bassin institue une commission relative au milieu naturel aquatique composée :

1° Pour les trois quarts au moins, de membres du comité de bassin ;

2° Majoritairement, de représentants d'associations de protection de l'environnement agréées au titre de l'article L. 141-1, de fédérations départementales des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique, d'associations agréées de pêcheurs professionnels en eau douce et en eau marine, de l'aquaculture et de la conchyliculture.

La commission relative au milieu naturel aquatique est consultée par le président du comité de bassin sur les orientations du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux en matière de protection des milieux aquatiques. Elle peut également être consultée par le président du comité de bassin sur toute question concernant les milieux aquatiques dans le bassin.

L'avis de la commission est réputé favorable s'il n'intervient pas dans un délai de deux mois à compter de sa saisine »²⁴.

Les 10 représentants extérieurs au comité de bassin sont :

- six représentants d'associations : 2 représentants d'associations de protection de l'environnement, 2 représentants de conservatoires régionaux des espaces naturels et 2 représentants de fédérations des associations de pêche et de protection du milieu aquatique

²⁴ Article D 213-28 du code de l'environnement

- quatre autres membres : 2 présidents de commissions locales de l'eau, 1 représentant des établissements territoriaux de bassin et 1 scientifique.

TITRE 7 – ORGANISMES EXTERIEURS AU COMITE DE BASSIN

ARTICLE 13 – Désignations aux organismes extérieurs :

Le comité de bassin est chargé de désigner des membres parmi son assemblée au Comité national de l'eau, et au comité de gestion des réservoirs de Naussac et Villerest et des étiages sévères du bassin Loire Bretagne.

▪ Comité National de l'Eau :

« *Le Comité national de l'eau a pour mission :*

1° De donner son avis sur les circonscriptions géographiques des bassins et groupements de bassins et sur tout problème commun à deux ou plusieurs bassins ou groupements de bassins ;

2° De donner son avis sur tous les projets d'aménagement et de répartition des eaux ayant un caractère national ainsi que sur les grands aménagements régionaux ;

3° De donner son avis sur les projets de décret concernant la protection des peuplements piscicoles ;

4° De donner, sur proposition d'un comité consultatif constitué en son sein, son avis sur le prix de l'eau facturé aux usagers et la qualité des services publics de distribution d'eau et d'assainissement. »²⁵

Il est composé :

- *du collège des représentants de l'Etat et de ses établissements publics*
- *de deux députés et deux sénateurs*
- *de deux membres du Conseil économique et social*
- *des présidents des comités de bassin*
- *du collège des représentants des collectivités territoriales et de ses établissements publics*
- *du collège des représentants des usagers*
- *de deux présidents de commission locale de l'eau*
- *de personnalités qualifiées, dont le nombre ne peut être supérieur à huit*
- *du président du Conseil national de la protection de la nature ».*

« *Le collège des représentants des collectivités territoriales comprend :*

- *Des représentants élus par chaque comité de bassin parmi les membres de son collège des représentants des collectivités territoriales, à raison de six représentants pour chacun des bassins Rhône-Méditerranée et Loire-Bretagne comprenant au moins un représentant des communes. »²⁶*

La parité doit être assurée pour la désignation des représentants des collectivités territoriales. Le recours à un scrutin de liste paritaire doit donc être privilégié.

▪ Comité de gestion des réservoirs de Naussac et Villerest et des étiages sévères du Bassin Loire-Bretagne :

²⁵ Article L 213-1 du code de l'environnement

²⁶ Article D 213-4 du code de l'environnement

L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2004 prévoit la constitution du comité de gestion des réservoirs de Naussac et Villerest et des étiages sévères.

Cet arrêté prévoit que le comité, présidé par le Préfet coordonnateur de bassin, comprend :

« Quatre représentants des collectivités locales désignés par les membres représentant ces collectivités au comité de bassin Loire-Bretagne et choisis en son sein, et quatre représentants des différentes catégories d'usagers désignés par les membres représentant ces catégories d'usagers au comité de bassin et choisis en son sein ».

TITRE 8 – DIVERS

ARTICLE 14 – Assiduité des membres :

« En cas d'absence de l'un des membres lors de trois séances consécutives du comité de bassin, indépendamment des pouvoirs donnés à d'autres membres [ce qui signifie qu'un membre qui a donné un pouvoir est noté comme absent au titre de cette règle], le secrétariat du comité de bassin saisit l'instance ayant procédé à la désignation de ce membre et lui demande, dans un délai de trois mois, soit de confirmer sa désignation, soit de procéder à la désignation d'un nouveau représentant : le membre du comité de bassin dont l'absentéisme est ainsi porté à la connaissance de l'instance qui l'a désigné est simultanément informé de la procédure engagée »

A défaut de réponse de l'instance ayant procédé à sa désignation dans le délai imparti, le membre du comité de bassin est déchu de son mandat. Il est remplacé par une personne désignée dans les mêmes conditions et pour la durée du mandat restant à courir »²⁷.

Le secrétariat des instances de bassin tient à jour un tableau de suivi de présence des membres du comité de bassin.

ARTICLE 15 – Formation des membres :

« Le comité de bassin peut organiser des formations adaptées ouvertes à chacun de ses membres.

Ce programme de formation et les moyens correspondants sont inclus dans les programmes pluriannuels d'intervention prévus à l'article L.213-9-1 du code de l'environnement, approuvés par délibération du conseil d'administration de l'agence de l'eau après avis conforme du comité de bassin »²⁸.

ARTICLE 16 – Frais de déplacements :

« Les fonctions de président ou de membre du comité de bassin ne donnent pas lieu à rémunération. Le remboursement des frais de déplacement et de séjour des membres ainsi que des personnes appelées à siéger avec voix consultative est effectué selon les modalités prévues par le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État »²⁹.

« Les dépenses de fonctionnement du comité sont à la charge de l'agence de l'eau »³⁰.

ARTICLE 17 – Interprétation du règlement intérieur :

Toute difficulté d'interprétation du présent règlement intérieur est résolue au sein du comité et fait l'objet d'un vote.

²⁷ Article D 213-20 du code de l'environnement

²⁸ Article D 213-25 du code de l'environnement

²⁹ Article D 213-26 du code de l'environnement

³⁰ Article D 213-27 du code de l'environnement

ANNEXES

Annexe 1

Compétences du comité de bassin

Annexe 2

Modalités de vote pour les élections et les autres décisions

Annexe 3

Commissions territoriales

COMPÉTENCES DU COMITÉ DE BASSIN

Thèmes	Références du code de l'environnement	Domaine de compétences	Qui saisit ?	Délai	Saisine du comité de bassin : avis conforme, avis, agrément	Remarques complémentaires
Comités de bassin et Agences de l'eau	Art L 213-9-1	Programme pluriannuel d'intervention	Conseil d'administration	1 mois à compter de sa saisine	Avis conforme	Si avis défavorable ou absence d'avis : saisine par le CA dans les 2 mois qui suivent Nouveau délai d'1 mois pour se prononcer, à défaut avis réputé conforme favorable Si avis défavorable les conditions générales d'aides de l'année précédente et le taux de redevances continuent de s'appliquer jusqu'à l'obtention d'un avis conforme Publication des délibérations sur les taux de redevances au JO
	Art D 213-23	Taux de redevances	Conseil d'administration	1 mois à compter de sa saisine	Avis conforme	
	Art L 213-9-2 III	Coopération internationale			Avis sur les conventions passées par l'agence pour des actions de coopération internationale	Possibilité de délégation à une commission permanente
Zonages réglementaires	R 211-77	Zones vulnérables en application avec la directive nitrates	Préfet coordonnateur de bassin	2 mois à compter de la transmission à défaut avis réputé favorable	Avis sur la délimitation des zones vulnérables	
	R 211-94	Zones sensibles en application de la directive ERU			Avis sur la délimitation t des zones sensibles	
Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux	Art L 212-1 II	☆ Limite de bassin analyse des caractéristiques du bassin et des incidences des activités sur l'état des eaux ainsi qu'à une analyse économique des utilisations de l'eau Etablissement et mise à jour d'un ou plusieurs registres	comité de bassin			

Art L 212-2 Art R 212-7	SDAGE *Elaboration et mise à jour du Sdage et suivi de son application	comité de bassin	Mise à jour du Sdage au plus tard le 22 décembre 2009 Mise à jour tous les 6 ans	Consultation du public au moins 1 an avant la date d'entrée en vigueur du SDAGE puis des collectivités et des chambres consulaires, des CESR, du comité national de l'eau et du conseil supérieur de l'énergie Avis dans un délai de 4 mois à compter de la transmission du projet à défaut avis réputé donné
Art L. 212-2-1 Art R 212-19	Programme pluriannuel de mesures contribuant à la réalisation des objectifs et des dispositions du SDAGE	Préfet coordonnateur de bassin	4 mois à défaut avis réputé favorable	Avis sur le programme de mesures et ses mises à jour périodiques
Art L. 212-2-2 Art R 212-22	Programme de surveillance de l'état des eaux	Préfet coordonnateur de bassin	4 mois à défaut avis réputé favorable	Avis sur le programme de surveillance et ses mises à jour
Art R 212-23	Synthèse de la mise en oeuvre du programme et mesures supplémentaires	Préfet coordonnateur de bassin		Synthèse présentée par le Préfet 3 ans après la publication du programme de mesures
Art L 212-3 Art R 212-27	Périmètre et délai d'élaboration ou de révision	Préfet de département	4 mois à défaut avis réputé favorable	SAGE mise à jour dans un délai de 3 ans suivant la mise à jour du Sdage
Art L 212-6 Art R 212-38	Projet de SAGE.	Commission locale de l'eau	Avis express obligatoire	Établissement par le comité de bassin d'un rapport annuel sur l'état d'avancement de l'élaboration ou de la révision des SAGE du bassin
Art R 212-34	Rapport annuel de la commission locale de l'eau	Commission locale de l'eau		Rapport d'activité annuel de la commission locale de l'eau sur ses travaux et orientations, et sur les résultats et perspectives de la gestion des eaux.
Schéma d'aménagement et de gestion des eaux				

Ouvrages	Art L. 214-17 Art R 214-107	Liste des cours d'eau par bassin ou sous bassin prévue par les 1° et 2° du I de l'article L 214-17	Préfet coordonnateur de bassin		Avis sur le projet de liste ou modification	
Schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie	Art L. 222-1 Art R 222-4	Projet de SRCAE	Préfet de région et président du conseil régional	2 mois	Avis	Avis dans un délai de 2 mois à compter de la réception de la demande d'avis
Évaluation préliminaire du risque inondations Plan de gestion du risque inondations Territoires à risque inondations	Art L. 566-11 Décret n°2011-227 du 2 mars 2011	Projet d'EPRI Projet de PGRI Plan TRI	Préfet coordonnateur de bassin	4 mois	Avis	Avis dans un délai de 4 mois à compter de la réception de la demande d'avis
Programme d'actions de prévention des inondations Plan de submersions rapides	Circulaire du 12 mai 2011 relative à la labellisation et au suivi des projets de PAPI 2011 et opérations de restaurations des endiguements PSR	Projet de PAPI Projet de PSR			Labellisation	Labellisation pour les projets dont la labellisation relève d'une instance de labellisation de bassin
Établissements publics territoriaux de bassin	Art L. 213-12 Art R 213-49	Projet de délimitation des périmètres des EPTB	Préfet coordonnateur de bassin	Avis réputé favorable s'il n'intervient pas dans un délai de deux mois à compter de la transmission du projet de délimitation	Avis	

MODALITÉS DE VOTE

Élections	Modalités de vote	Qui est éligible	Qui vote	Observations	Référence du texte
<p style="text-align: center;">Président</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Quorum : 95 (membres présents ou ayant donné pouvoir) ● Vote à deux tours - premier tour : majorité absolue des votants présents ou ayant donné pouvoir - deuxième tour : majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir - en cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est proclamé élu 	<p>Membres du collège des collectivités territoriales et personnalités qualifiées</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Membres du collège des collectivités territoriales et du collège des usagers dans son ensemble ● Tout membre ayant reçu pouvoir d'un (de) représentant(s) des collectivités territoriales ou des usagers (maximum 2 par pouvoir) 	<ul style="list-style-type: none"> ● Pour 3 ans 	<p style="text-align: center;">Art D 213-19-III code de l'environnement</p>
<p style="text-align: center;">3 vice-présidents du comité de bassin (issus du collège des usagers)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Quorum : 95 (membres présents ou ayant donné pouvoir) ☆ Vote à deux tours - premier tour : majorité absolue des votants présents ou ayant donné pouvoir - deuxième tour : majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir - en cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est proclamé élu 	<p>Membres du collège des usagers (sauf les personnalités qualifiées et les milieux socioprofessionnels)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Membres du collège des collectivités territoriales et du collège des usagers dans son ensemble ● Tout membre ayant reçu pouvoir d'un (de) représentant(s) des collectivités territoriales ou des usagers (maximum 2 par pouvoir) 	<ul style="list-style-type: none"> ● Chacun des 3 sous collèges des usagers dispose d'un vice-président issu de ses membres ● Pour 3 ans 	<p style="text-align: center;">Art D 213-19-III code de l'environnement</p>

<p>Le 4^e vice-président (issu du collège des collectivités territoriales)</p>	<p>● Quorum : 95 (membres présents ou ayant donné pouvoir)</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Vote à deux tours - premier tour : majorité absolue des votants présents ou ayant donné pouvoir - deuxième tour : majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir - en cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est proclamé élu 	<p>Membres du collège des collectivités territoriales.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Membres du collège des collectivités territoriales et du collège des usagers dans son ensemble ● Tout membre ayant reçu pouvoir d'un (de) représentant(s) des collectivités territoriales ou des usagers (maximum 2 par pouvoir) 	<ul style="list-style-type: none"> ● Cette élection du 4^{ème} vice-président n'a lieu que si le président du comité de bassin est une personne qualifiée. ● Pour 3 ans 	<p>Art D 213-19-III code de l'environnement</p>
<p>Président des commissions du comité de bassin</p>	<p>● Quorum : 95 (membres présents ou ayant donné pouvoir)</p> <p>Vote à deux tours</p> <ul style="list-style-type: none"> - premier tour : majorité absolue des votants présents ou ayant donné pouvoir - deuxième tour : majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir - en cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est proclamé élu 	<p>Tous les membres du comité de bassin</p>	<p>Tous les membres du comité de bassin</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Pour 3 ans 	
<p>Membres du conseil d'administration (11 représentants des collectivités territoriales, 11 représentants des usagers)</p>	<p>● Quorum : 95 (membres présents ou ayant donné pouvoir)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Membres du collège des collectivités territoriales ● Membres du collège des usagers 	<ul style="list-style-type: none"> ● Elections par collège ● Tout membre ayant reçu pouvoir d'un (de) représentant(s) des collectivités territoriales ou des usagers 	<ul style="list-style-type: none"> ● Pour 6 ans ● <u>Collège des usagers</u> : 6 élections (agriculture, industrie, pêche, APN, consommateur, autres) 	<p>Art R 213-33 code de l'environnement</p>

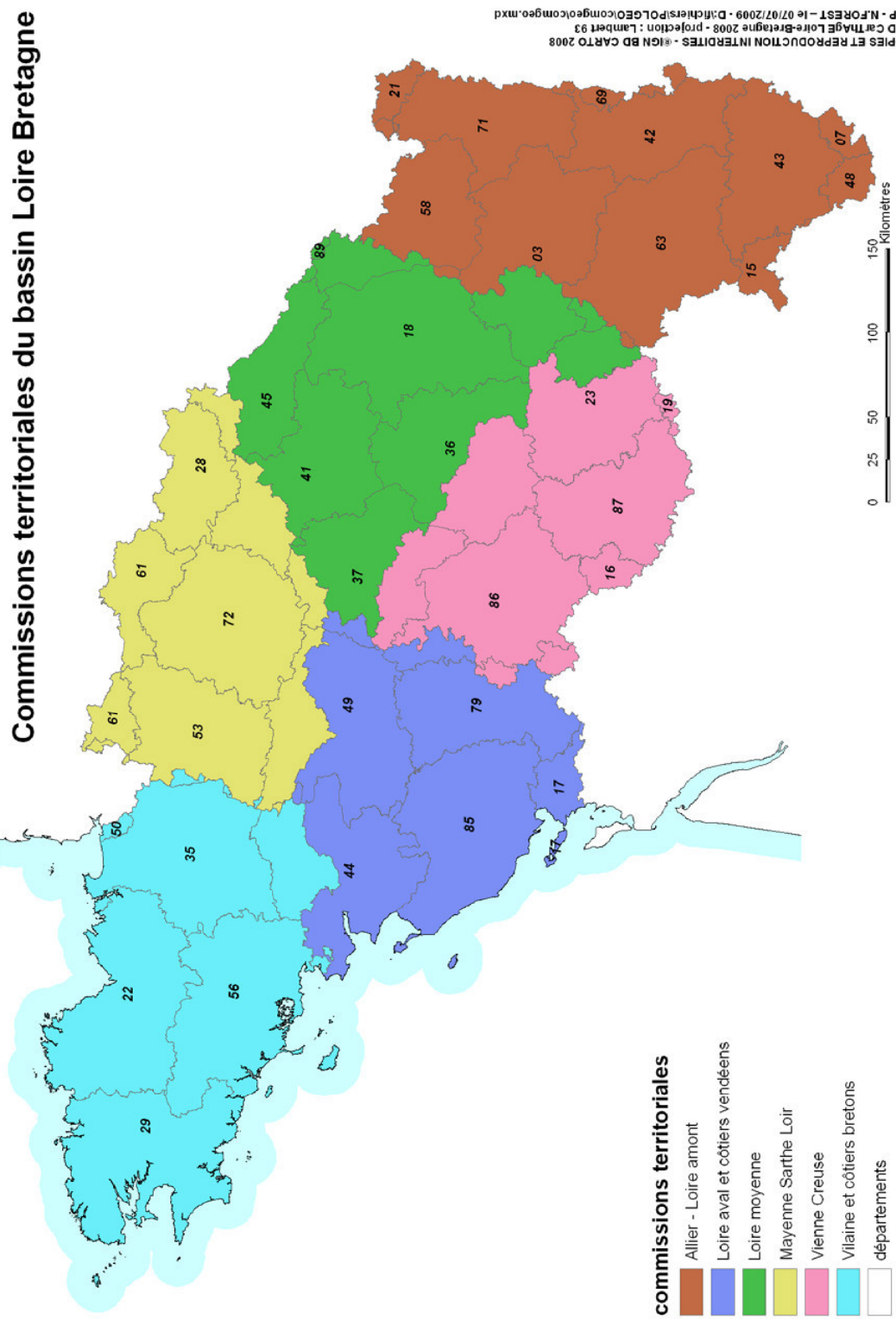
	<p>● Collège des collectivités territoriales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Scrutin de liste à un tour sans adjonction ni suppression de nom et sans modification dans l'ordre de présentation - Chaque liste est constituée d'autant de noms qu'il y a de sièges à pourvoir (11) - Les sièges sont répartis entre toutes les listes à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne - Les listes qui n'ont pas obtenu au moins 5% des suffrages exprimés, ne sont pas admises à la répartition des sièges - Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages - En cas d'égalité du suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus 			
--	---	--	--	--

<p>Membres du Comité National de l'Eau (6 membres des collectivités territoriales, dont au moins 1 commune)</p>	<p>● Collège des usagers: - Il y a un vote séparé pour les 5 premières catégories à élire (vote au scrutin à un tour, majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir) - Il y a un seul vote pour les 6 autres membres à élire : scrutin à un tour, majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir</p> <p>● Quorum : 95 (membres présents ou ayant donné pouvoir)</p> <p>● Vote à un tour : majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir</p> <p>● Il y a un vote séparé pour le représentant des communes</p> <p>● Il y a un seul vote pour les 5 autres membres à élire : scrutin à un tour, majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir</p> <p>● Quorum : 95 (membres présents ou ayant donné pouvoir)</p> <p>● Vote au scrutin secret à un tour : majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir</p> <p>● Collège des collectivités territoriales : Il y a un seul vote pour les 4 membres à élire : scrutin à un tour,</p>	<p>● Membres du collège des collectivités territoriales</p>	<p>● Membres du collège des collectivités territoriales</p> <p>● Tout membre ayant reçu pouvoir d'un (de) représentant(s) des collectivités territoriales</p>	<p>● Pour 6 ans</p> <p>● Au moins 1 représentant des communes Le président du comité de bassin ne peut figurer parmi les 6 représentants désignés, car il est membre de droit du comité national de l'eau</p> <p>● Respect de la parité</p>	<p>● Art D 213-4 du code de l'environnement</p> <p>● Art D 213-1 du code de l'environnement</p> <p>● Instruction orale du ministère de l'environnement</p>
<p>Membres du comité de gestion des réservoirs de Naussac et Villerest et des étiages sévères du bassin Loire-Bretagne (4 représentants du collège des collectivités territoriales, 4 représentants du collège des usagers)</p>	<p>● Collège des usagers: - Il y a un vote séparé pour les 5 premières catégories à élire (vote au scrutin à un tour, majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir) - Il y a un seul vote pour les 6 autres membres à élire : scrutin à un tour, majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir</p> <p>● Quorum : 95 (membres présents ou ayant donné pouvoir)</p> <p>● Vote au scrutin secret à un tour : majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir</p> <p>● Collège des collectivités territoriales : Il y a un seul vote pour les 4 membres à élire : scrutin à un tour,</p>	<p>● Membres du collège des collectivités territoriales</p> <p>● Membres du collège des usagers</p>	<p>● Elections par collège</p> <p>● Membres du collège des collectivités territoriales</p> <p>● Membres du collège des usagers</p> <p>● Tout membre ayant reçu pouvoir d'un (de) représentant(s) des collectivités territoriales ou des usagers</p>	<p>● Pour 6 ans</p> <p>● Le directeur général de l'agence de l'eau est membre de droit du comité de gestion</p>	<p>● Arrêté préfectoral du 07/07/2004</p>

<p>Membres de la mission d'appui technique</p> <p>(8 représentants du collège des collectivités territoriales, ainsi répartis :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 représentant des conseils régionaux, 1 représentant des conseils généraux, 4 représentants des communes et des EPCI à fiscalité propre (1 doit être concerné par une frange littorale., 1 par une zone montagneuse) 1 président de syndicat de communes ou de syndicat mixte 1 président de CLE 	<p>majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Collège des usagers <p>Il y a un seul vote pour les 4 membres à élire : scrutin à un tour, majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Quorum : 95 (membres présents ou ayant donné pouvoir) ● Vote à un tour : majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir ● Collège des collectivités territoriales : Il y a un seul vote pour les 8 membres à élire : scrutin à un tour, majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir 	<ul style="list-style-type: none"> ● Membres du collège des collectivités territoriales 	<ul style="list-style-type: none"> ● Membres du collège des collectivités territoriales ● Tout membre ayant reçu pouvoir d'un (de) représentant(s) des collectivités territoriales 	<ul style="list-style-type: none"> ● Pour 6 ans ● Le directeur général de l'agence de l'eau et le Dréat de bassin sont membres de droit du comité de gestion 	<ul style="list-style-type: none"> ● Article 59 de la loi du 27 janvier 2014
--	--	--	--	--	---

MODALITÉS DE VOTE POUR LES AUTRES DÉCISIONS

Délibérations / Vœux	Modalités de vote	Qui est éligible	Qui vote	Observations
<p style="text-align: center;">Avis conforme, avis, vœux...</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Quorum : 95 (membres présents ou ayant donné pouvoir) 		<ul style="list-style-type: none"> • Membres du collège des collectivités territoriales • Membres du collège des usagers • Membres du collège de l'Etat • Tout membre ayant reçu pouvoir d'un autre membre 	



COMITÉ DE BASSIN

Séance plénière du 26 mai 2016

Délibération n° 2016 - 07

AVIS PORTANT SUR LE PROJET DE SAGE DU BASSIN VERSANT DE L'AUTHION

Le comité de bassin Loire-Bretagne délibérant valablement,

- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III (partie législative)
- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III, section 3, sous-section 1 (partie réglementaire)
- vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne 2016-2021 adopté par le comité de bassin le 4 novembre 2015 et approuvé par le préfet coordonnateur du bassin
- vu l'avis de la commission Planification réunie le 27 avril 2016
- sur demande de la commission locale de l'eau du Sage du bassin versant de l'Authion

Considérant que le comité de bassin, saisi pour avis d'un projet de schéma d'aménagement et de gestion des eaux (Sage), se prononce sur la compatibilité dudit schéma avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) et sur la cohérence avec les schémas d'aménagement et de gestion des eaux déjà arrêtés ou en cours d'élaboration dans le groupement de sous-bassins concerné,

DÉCIDE

Article 1

De donner un avis favorable au projet de Sage du bassin versant de l'Authion, sous la réserve suivante :


- afin d'être pleinement compatible avec la disposition 7D-5 du Sdage, le Sage précise dans la disposition 4.A.3 et la règle n° 2 que le remplissage des plans d'eau est possible jusqu'à mars inclus et qu'en cas d'hydraulicité printanière nettement supérieure à la normale, faisant suite à un déficit hivernal, l'autorité administrative pourra autoriser, de manière exceptionnelle et dérogoire, une prolongation de la période de remplissage jusqu'au 30 avril.

Article 2

D'émettre les recommandations suivantes :

- pour la règle n°2, expliciter que les valeurs des seuils relatifs au Débit de Seuil Hivernal (DSH) et à la Piézométrie de Seuil Hivernal (PSH) présentées dans le tableau de la disposition 2.A.1, qui doivent être respectées pour le remplissage des plans d'eau soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement, sont égales ou supérieures au module, tel que précisé dans la disposition 7D-5 du Sdage.
- actualiser certaines références dans le plan d'aménagement et de gestion durable, suite à l'entrée en vigueur du Sdage 2016-2021.

Le Président
du comité de bassin Loire-Bretagne



Joël PÉLICOT

COMITÉ DE BASSIN

Séance plénière du 26 mai 2016

Délibération n° 2016 - 08

AVIS PORTANT SUR LE PROJET DE SAGE ÈVRE-THAU-SAINT-DENIS

Le comité de bassin Loire-Bretagne délibérant valablement,

- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III (partie législative)
- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III, section 3, sous-section 1 (partie réglementaire)
- vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne 2016-2021 adopté par le comité de bassin le 4 novembre 2015 et approuvé par le préfet coordonnateur du bassin
- vu l'avis de la commission Planification réunie le 27 avril 2016
- sur demande de la commission locale de l'eau du Sage Èvre-Thau-Saint-Denis

Considérant que le comité de bassin, saisi pour avis d'un projet de schéma d'aménagement et de gestion des eaux (Sage), se prononce sur la compatibilité dudit schéma avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) et sur la cohérence avec les schémas d'aménagement et de gestion des eaux déjà arrêtés ou en cours d'élaboration dans le groupement de sous-bassins concerné,

DECIDE

Article unique

De donner un avis favorable au projet de Sage Èvre-Thau-Saint-Denis, sous la réserve suivante :

- « afin d'être pleinement compatible avec le Sdage 2016-2021, il est demandé que la rédaction de la règle n°4 relative aux demandes de renouvellement et de régularisation de plans d'eau soit modifiée en compatibilité avec l'orientation 1E du Sdage. »

Le Président
du comité de bassin Loire-Bretagne



Joël PÉLICOT

COMITÉ DE BASSIN

Séance plénière du 26 mai 2016

Délibération n° 2016 - 09

AVIS PORTANT SUR LE PROJET DE SAGE DU BASSIN VERSANT SUD-CORNOUAILLE

Le comité de bassin Loire-Bretagne délibérant valablement,

- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III (partie législative)
- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III, section 3, sous-section 1 (partie réglementaire)
- vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne 2016-2021 adopté par le comité de bassin le 4 novembre 2015 et approuvé par le préfet coordonnateur du bassin
- vu l'avis de la commission Planification réunie le 27 avril 2016
- sur demande de la commission locale de l'eau du Sage du bassin versant Sud-Cornouaille

Considérant que le comité de bassin, saisi pour avis d'un projet de schéma d'aménagement et de gestion des eaux (Sage), se prononce sur la compatibilité dudit schéma avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) et sur la cohérence avec les schémas d'aménagement et de gestion des eaux déjà arrêtés ou en cours d'élaboration dans le groupement de sous-bassins concerné,

DÉCIDE

Article 1

De donner un avis favorable au projet de Sage du bassin versant Sud-Cornouaille.

Article 2

D'émettre les recommandations suivantes :

- ⇒ Le projet de Sage prévoit la poursuite de la mise en œuvre du plan « algues vertes » (disposition n° 57). Conformément au Sdage 2016-2021 (disposition 10A-1), le projet de Sage, dans son annexe de la p. 161, comprend des objectifs chiffrés et datés pour les cours d'eau concernés. Pour des questions de lisibilité, il est proposé de faire une référence explicite à cette annexe dans la disposition n° 57.
- ⇒ Il est demandé d'actualiser certaines références dans le plan d'aménagement et de gestion durable, suite à l'entrée en vigueur du Sdage 2016-2021.

Le Président
du comité de bassin Loire-Bretagne



Joël PÉLICOT

COMITÉ DE BASSIN

Séance plénière du 26 mai 2016

Délibération n° 2016 - 10

AVIS PORTANT SUR LE PROJET DE SAGE DU BASSIN VERSANT ARGOAT-TRÉGOR-GOËLO

Le comité de bassin Loire-Bretagne délibérant valablement,

- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III (partie législative)
- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III, section 3, sous-section 1 (partie réglementaire)
- vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne 2016-2021 adopté par le comité de bassin le 4 novembre 2015 et approuvé par le préfet coordonnateur du bassin
- vu l'avis de la commission Planification réunie le 27 avril 2016
- sur demande de la commission locale de l'eau du Sage du bassin versant Argoat-Trégor-Goëlo

Considérant que le comité de bassin, saisi pour avis d'un projet de schéma d'aménagement et de gestion des eaux (Sage), se prononce sur la compatibilité dudit schéma avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) et sur la cohérence avec les schémas d'aménagement et de gestion des eaux déjà arrêtés ou en cours d'élaboration dans le groupement de sous-bassins concerné,

DÉCIDE

Article 1

De donner un avis favorable au projet de Sage du bassin versant Argoat-Trégor-Goëlo.

Article 2

D'émettre la recommandation suivante :

- ⇒ Intégrer des détails dans le plan d'aménagement et de gestion durable sur la manière dont la cohérence entre Sage voisins est assurée, notamment sur les trois problématiques ciblées dans le document (alimentation en eau potable, qualité des masses d'eau littorales, trame verte et bleue).

Le Président
du comité de bassin Loire-Bretagne



Joël PÉLICOT

COMITÉ DE BASSIN

Séance plénière du 26 mai 2016

Délibération n° 2016 - 11

PROGRAMMES D' ACTIONS DE PREVENTION DES INONDATIONS (PAPI) LABELLISATION DE BASSIN

Nom du projet : PAPI complet sur le bassin versant Ellé-Isole-Laïta

Porteur de projet : Syndicat Mixte Ellé-Isole-Laïta (SMEIL)

Le Comité de bassin Loire-Bretagne délibérant valablement ;

- Vu le code de l'environnement Livre II, Titre I, chapitre 3 (partie législative) ;
- Vu le code de l'environnement Livre II, Titre I, chapitre 3, section, 3, sous-section 1 (partie réglementaire) ;
- Vu la circulaire du 12 mai 2011 relative à la labellisation et au suivi des projets « Programmes d'Actions de Prévention des Inondations 2011 » et opérations de restauration des endiguements « Plan de Submersion Rapide » ;
- Vu la délibération du Comité de bassin du 7 juillet 2011 approuvant la procédure et les critères de labellisation pour les Programmes d'Actions de Prévention des Inondations ;
- Vu le cahier des charges de l'appel à projet des PAPI du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement (MEDDTL), publié le 17 février 2011 ;
- Vu l'avis de la commission Inondations, Plan Loire, réunie le 18 mars 2016.

Considérant,

- *le dossier de projet de PAPI adressé au préfet du Finistère par le président du Syndicat Mixte Ellé-Isole-Laïta, le 14 septembre 2015 ;*
- *le rapport d'instruction de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Bretagne ;*
- *le rapport de présentation du Délégué de bassin du 25 janvier 2016 ;*

DECIDE :

Article unique

De donner un avis favorable au projet de PAPI complet du SMEIL, sur le bassin versant Ellé-Isole-Laïta, sous réserve que la convention du PAPI prévoit :

- que la mise en place du système de communication et de circulation de l'information entre les acteurs locaux de la gestion de crise et les services déconcentrés de l'État soit réalisée dès le démarrage du programme ;
- l'analyse d'un scénario d'aléa extrême permettant d'identifier et de caractériser les enjeux impactés par un tel aléa ; une modification du programme d'actions traitant les conséquences de cet aléa extrême sera envisagé, si besoin, dans le cadre du bilan à mi-parcours du PAPI ;
- de compléter, au démarrage du PAPI, le diagnostic de territoire par une approche de la vulnérabilité des réseaux (voies de communication, ressource en eau, électricité, télécommunication) ;
- un avenant au PAPI permettra d'intégrer, le cas échéant, des mesures favorisant le retour à la normale après un épisode de crue.

Le Président
du comité de bassin Loire-Bretagne



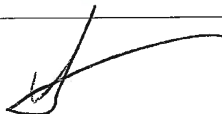



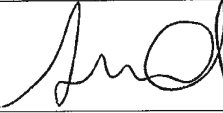
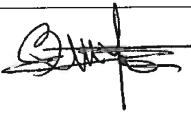
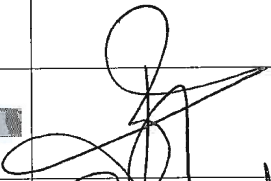
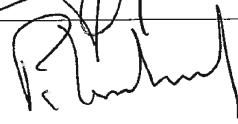
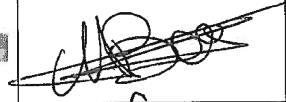
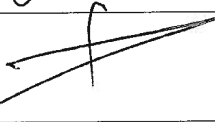
Joël PELICOT


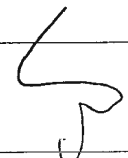
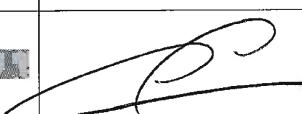
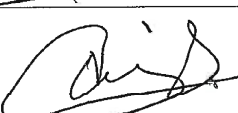


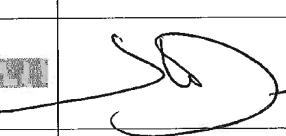
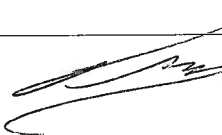
COMITÉ DE BASSIN

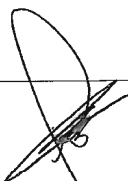



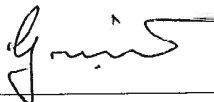
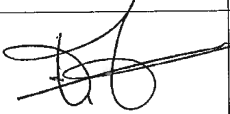

Réunion le jeudi 26 mai 2016



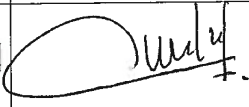


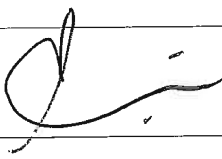
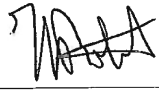

(à 10 h 00 à Centre de conférences d'Orléans)


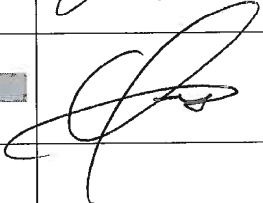
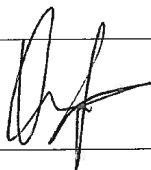
Collectivités territoriales

		NOM	EMARGEMENT	A REÇU POUVOIR DE :
	P	M. ALBERT Philippe		M. BELAUD Bernard
	P	Mme ANTON Stéphanie		Mme D'AUX Anne
	P	Mme AUCONIE Sophie		
	A	M. BARNIER Jean-François		
	P	M. BEAUJANEAU Gilbert		
	A	M. BELAUD Bernard		
Excusée	A	Mme BEVILLARD Caroline		
+ Chauffeur	P	M. BLEUNVEN Yves		M. ROLLAND Benoît M. LE GOFF Roger
	P	M. BODARD Philippe		
	A	M. BOISNEAU Jean-Paul		
	P	M. BONNET Maurice		
	P	M. BONNIN Philippe		

		NOM	EMARGEMENT	A REÇU POUVOIR DE :
Photo	P	M. BOUJLILAT Hicham		M. PALPACUER Bernard Mme DELAPORTE Blandine
	A	M. BOUSSARD François		
	A	M. BROCHOT Frédéric		
	P	M. BURLOT Thierry		M. FAUVEL Auguste Mme LE GARFF TRUHAUD Francette
	A	M. CAUDAL Claude		
	A	M. CHITO Christian		
	A	M. CORSAN Jean-Jacques		
	P	M. COUTURIER Christian		M. CAUDAL Claude M. HERVOCHON Freddy
	P	M. COZIC Thierry		M. THOMAZO Roger
	A	Mme D'AUX Anne		
	P	M. DE REDON Louis		
	A	Mme DELAPORTE Blandine		
	P	M. DOUCET Claude		M. CHITO Christian
Photo	P	M. DRAPEAU Jean-Luc		M. GRIMPRET Christian
Excusé	A	M. FAUCHER Noël		
	P	M. FAUCHEUX Benoît		M. GAMACHE Nicolas

		NOM	EMARGEMENT	A REÇU POUVOIR DE :
	A	M. FAUVEL Auguste		
	P	M. FRÉCHET Daniel		M. BARNIER Jean-François
Photo	P	M. GAGNEUX Jean-Yves		M. RAMBAUD Eric M. FAUCHER Noël
	A	M. GAMACHE Nicolas		
Photo	P	M. GÉRAULT Laurent		,
	P	M. GIBÉY Jean-Marc		M. MARCELLOT René
	A	M. GRIMPRET Christian		
	A	M. GROSJEAN Francis		
	A	M. GUIHARD Alain		
	A	M. HERVE Marc		
	A	M. HERVOCHON Freddy		
	P	Mme JODAR Christine		
	A	Mme LE GARFF TRUHAUD Francette		
	A	M. LE GOFF Roger		
Excusée	A	Mme LE SAULNIER Brigitte		
	P	M. LECHAUVE Michel		

		NOM	EMARGEMENT	A REÇU POUVOIR DE :
	P	M. LEDEUX Jean-Louis		
	P	M. LEFORT Pierre		M. LUCAUD Laurent M. CORSAN Jean-Jacques
	A	M. LEMARE Jacques		
	P	M. LOSTANLEN Georges		M. GROSJEAN Francis M. HERVE Marc
	A	M. LUCAUD Laurent		
	A	M. MARCELLOT René		
Excusée	A	Mme MEHEUST Véronique		
	P	M. MICHEL Louis		M. BOISNEAU Jean-Paul
	A	M. PALPACUER Bernard		
Président	P	M. PELICOT Joël		M. QUILLET Lionel Mme LE SAULNIER Brigitte
	A	M. POINTEREAU Rémy		
Excusé	A	M. PRORIOU Jean		
	A	M. QUILLET Lionel		
	A	M. RAMBAUD Eric		
	P	M. RIOTTE Emmanuel		Mme YVARD Séverine
	P	M. ROBERT Jean-François		M. POINTEREAU Rémy 

		NOM	EMARGEMENT	A REÇU POUVOIR DE :
	A	M. ROLLAND Benoît		
+ Chauffeur Photo	P	Mme ROUSSET Nathalie		
+ Chauffeur	P	M. SAUVADE Bernard		M. SAUVEZ Marc
	A	M. SAUVEZ Marc		
	A	M. THOMAZO Roger		
	A	Mme YVARD Séverine		

MEMBRES PRESENTS OU REPRESENTES	
TOTAL	

Présents : 31
Pouvoirs donnés : 28
Absents : 44

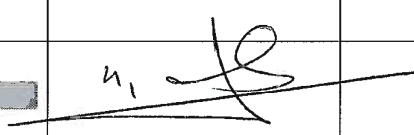

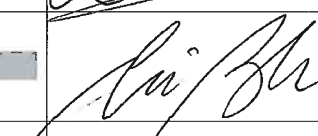


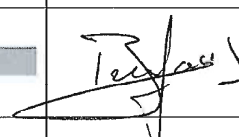
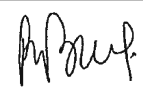
Quorum 1 / 2 de 75 = 38



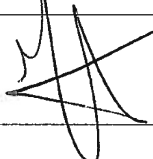
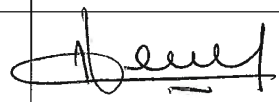


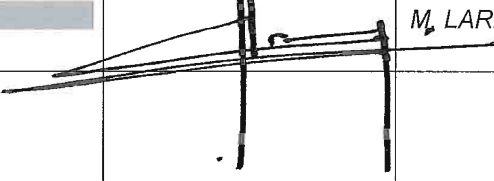
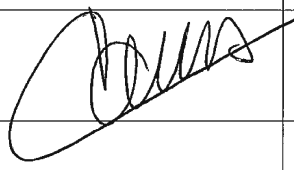
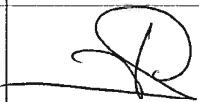
COMITÉ DE BASSIN

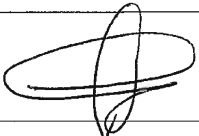

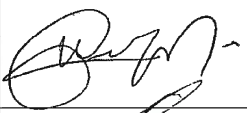

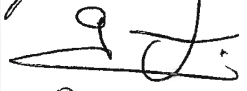
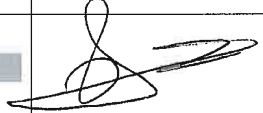


Réunion le jeudi 26 mai 2016








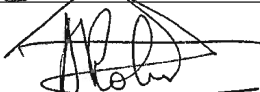

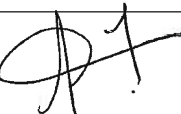

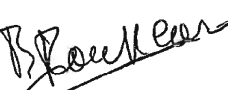
(à 10 h 00 à Centre de conférences d'Orléans)

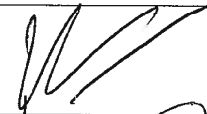
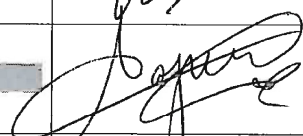
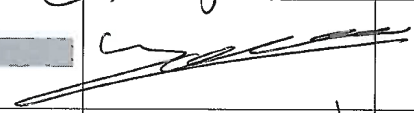
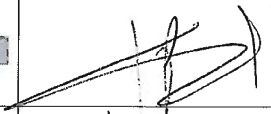
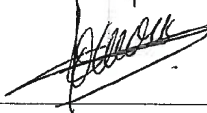

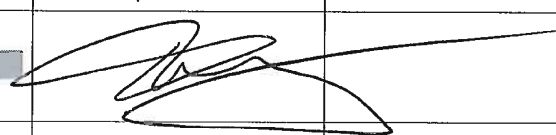

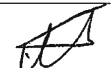

Usagers

		NOM	EMARGEMENT	A REÇU POUVOIR DE :
	A	M. AIME Christian		
	P	M. BEAUFILS Marc		
Excusé	A	M. BELLIARD Jean-Luc		
	P	M. BITEAU Benoît		
Ne déjeune pas	P	M. BLACHON Eric		
	P	M. BOISNEAU Philippe		M. CHELLET Pascal M. COLLETER Jean-Yves
	P	M. BONNEFOUS Nicolas		
	A	M. BRET Olivier		
	A	M. BRUGIERE Marc		
	P	Mme BRUNY Régine		Mme LEFEBVRE-RAUDE Dominique
	A	M. BUIN Pierre		
Excusée	A	Mme CAROLY Celine		

		NOM	EMARGEMENT	A REÇU POUVOIR DE :
	A	M. CHATRY Thierry		
<i>Excusé</i>	A	M. CHELLET Pascal		
	P	M. COISNE Henri		
<i>Excusé</i>	A	M. COLLET Yannick		
	A	M. COLLETER Jean-Yves		
	A	M. DE BEAUMESNIL Michel		
	P	M. DE BOYSSON Xavier		M. GOUSSET Bernard M. FONTAINE Olivier
	P	M. DE LESPINAY Josselin		
	P	M. DENIS Bernard		
	P	M. DHUY Dominique		M. BRET Olivier M. MERY Yoann
	P	M. DORON Jean-Paul		M. LARDON Antoine
	A	M. DREVET Vincent		
	A	M. DURAND Dominique		
	P	M. FAUCONNIER Jean-Michel		M. BELLIARD Jean-Luc M. VIGIER André
	A	M. FONTAINE Olivier		
	P	M. GANDRIEAU James		Mme MAUSSION Patricia M. AIME Christian

	NOM	EMARGEMENT	A REÇU POUVOIR DE :
P	M. GAULANDEAU Claude		
P	M. GILBERT André		
A	M. GOUPY Bernard		
A	M. GOUSSET Bernard		
A	M. GUILLAUME Pierre		
P	M. HANGARD Gregory		M. DREVET Vincent
P	Mme HERILIER Marie-Jeanne		
P	M. HUET Gilles		
P	M. JANVROT Guy		
A	M. LARDON Antoine		
P	Mme LE FAOU Lénaïck		
A	Mme LEFEBVRE-RAUDE Dominique		
A	M. LONQUEU Benoît		
A	Mme MAUSSION Patricia		
P	M. MENIER Jean-René		
A	M. MERY Yoann		

		NOM	EMARGEMENT	A REÇU POUVOIR DE :
	A	M. MILLIERAS Christophe		
	P	Mme MOATAR Florentina		
	P	M. MOELO Jean-Yves		
	P	M. PATURAT Jacques		M. MILLIERAS Christophe Mme CAROLY Celine
	P	M. PELLERIN François-Marie		
	A	M. PENAUD Jean		
Excusé	A	M. PETROT Régis		
Excusé	A	M. PIERSON Jean-Paul		
	P	M. PIRIOU Jean-Yves		
	P	M. PLESSIS Georges		
	P	M. QUENOT Gérard		M. GUILLAUME Pierre
	P	M. ROBERT Alain		M. DURAND Dominique M. BUIN Pierre
	P	M. ROBERT Jacques		
Excusée	A	Mme ROCHER Isabelle		
Photo	P	Mme ROUFFET PINON Andrée		
	P	M. ROUSSEAU Bernard		

	NOM	EMARGEMENT	A REÇU POUVOIR DE :
P	M. SAILLARD Vincent		M. GOUPY Bernard M. LONQUEU Benoit
P	M. SAQUET Christian		
P	M. SAUMUREAU Marc		
P	M. SIMARD Jean-Pierre		M. PIERSON Jean-Paul
P	M. SOUBOUROU Christian		M. BRUGIERE Marc M. CHATRY Thierry
P	M. TAUFFLIEB Eric		
P	M. TIENGOU Alain		
P	M. TROUVAT Pierre		
A	M. VALLEE Mickaël		
P	M. VENDROT Michel		
A	M. VIGIER André		
P	M. VOISIN Jean-Bernard		

MEMBRES PRESENTS OU REPRESENTES	
TOTAL	

Présents : 43
 Dont représentés : 0
 Pouvoirs donnés : 23
 Absents : 33


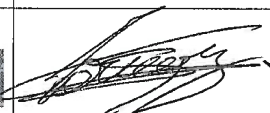
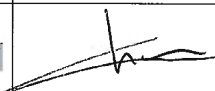
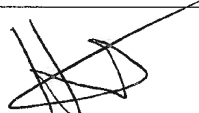
Quorum 1 / 2 de 76 = 38

COMITÉ DE BASSIN

Réunion le jeudi 26 mai 2016

(à 10 h 00 à Centre de conférences d'Orléans)

Etat et établissements publics

	NOM	EMARGEMENT	A REÇU POUVOIR DE :
A	Mme BARRET Christiane		
A	Mme BONNEVILLE Annick R. par Mme Laure LETESSIER		M. CHALUS Jean-Pierre M. COMET Henri-Michel
A	Mme BOUYGARD Anne R. par Mme Françoise MORAGUEZ		Mme HIRTZIG Sylvie M. DE CADEVILLE Olivier
A	M. CHALUS Jean-Pierre		
P	M. CHASSANDE Christophe		M. DE OLIVEIRA Emmanuel
A	M. COMET Henri-Michel		
A	M. DARTOUT Pierre		
A	Mme DAVID Isabelle R. par M. Frédéric SCORNET		
A	M. DE CADEVILLE Olivier		
A	M. DE GUENIN Philippe		
A	M. DE OLIVEIRA Emmanuel		
A	M. DELPUECH Michel		

	NOM	EMARGEMENT	A REÇU POUVOIR DE :
Arrive à 11h45	A M. DUFRESNOY Philippe		
	P M. FERREIRA Patrick		M. SANLAVILLE Patrick M. GRELICHE Patrice
	P M. FLEUTIAUX Claude		M. MALHERBE Hervé
	A M. GAILLET Jean-Roch R. par M. Guy FRÉMAUX		M. DE GUENIN Philippe Mme GOMEZ Frédérique
Excusée	A Mme GAUTHIER Odile		
Excusée	A Mme GOMEZ Frédérique		
Excusé	A M. GRELICHE Patrice		
	A M. GUYOT Patrice R. par M. Patrick BARNET		M. NAVEZ Marc M. VATIN Thierry
	A Mme HIRTZIG Sylvie		
	A M. JACQ François		
	A M. LAISNE Loïc		
	A M. LASFARGUES Frédéric R. par M. Frédéric WICKER		
	A M. LEIBREICH Johann R. par M. Jean-Eudes du PEUTY		M. LAISNE Loïc
	A M. MALHERBE Hervé		
	P M. MEDDAH Nacer		Mme BARRET Christiane
	A M. MICHELET Paul R. par M. Patrick BERTRAND		Mme GAUTHIER Odile M. JACQ François

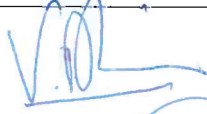
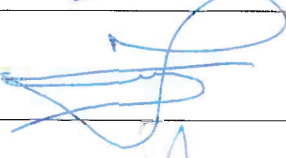
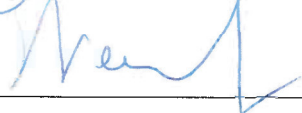
	NOM	EMARGEMENT	A REÇU POUVOIR DE :
	A M. MIRMAND Christophe		
	A M. NAVEZ Marc		
	A Mme NOARS Françoise R. par M. Olivier GARRIGOU	<i>[Signature]</i>	M. DELPUECH Michel
	P Mme RAMES Annie	<i>[Signature]</i>	
Excusé	A M. SANLAVILLE Patrick		
	A M. TOULHOAT Pierre R. par M. Eric GOMEZ	<i>[Signature]</i>	
	A M. VATIN Thierry		
	A M. VAUTERIN Patrick R. par M. Olivier GARRIGOU	<i>[Signature]</i>	

MEMBRES PRESENTS OU REPRESENTES	
TOTAL	

Présents : 16
Dont représentés : 11
Pouvoirs donnés : 17
Absents : 22

Quorum 1 / 2 de 38 = 19

COMITÉ DE BASSIN**Réunion le jeudi 26 mai 2016****(à 10 h 00 à Centre de conférences d'Orléans)****Assistants de droit**

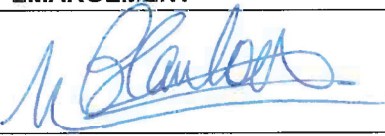

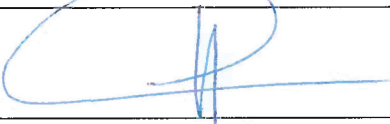


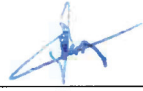
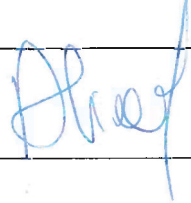
	ASSISTANTS DE DROIT	EMARGEMENT
	P Mme DUMOULIN-WIECZORKIEWICZ Virginie	
	P M. GUTTON Martin	
	P Mme STEINFELDER Mauricette	

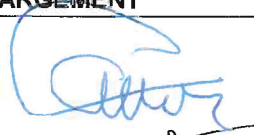
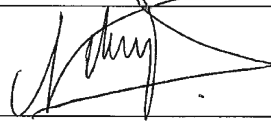



COMITÉ DE BASSIN

Réunion le jeudi 26 mai 2016

(à 10 h 00 à Centre de conférences d'Orléans)

Participant également

	NOM	EMARGEMENT
P	Mme BLANLOEIL Nathalie <i>Responsable dossier environnement CRA du Centre</i>	
P	M. BOISGARD Laurent <i>Animateur du Sage Cher amont</i>	
P	M. CHAPLAIS Samuel <i>Coordonnateur régional des Fédérations de Bretagne Basse-Normandie Pays de La Loire</i>	
P	M. CHAUVIERE Romain	
P	Mme CONGY Elisabeth	
P	Mme DEVAUX-ROS Claire	
P	M. EUDE Jean-Claude	
P	M. FERRAND Emmanuel	
P	Mme GIRAUD Anaïs	
P	M. GUERIN Jean-Pierre <i>Président de la CLE Sage Cher amont</i>	
P	M. LAUNAY Adrien <i>Animateur du Sage Cher aval</i>	

	NOM	EMARGEMENT
P	M. LAUNAY Jacques Directeur adjoint Aménagement rural et Environnement	
P	M. MEYER Nicolas <i>à partir de Bk</i>	
P	M. MOREL David Animateur du Sage Authion	
P	Mme PASQUIN Laetitia Chargée de mission	
P	M. PROSPER Julien	
P	Mme PROY Dominique	
P	Mme RAFFARD Catherine	

Aude WITTEN

Nathanaël LEGEARD

COTAN Isabella

BIOT Carine



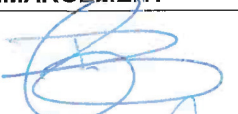




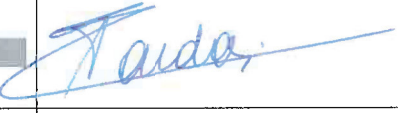
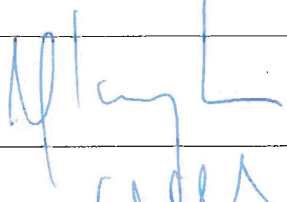
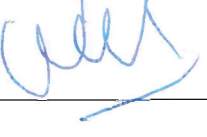



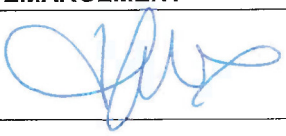





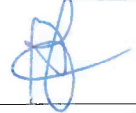
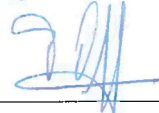

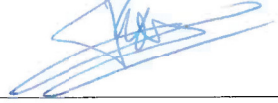

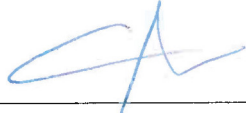

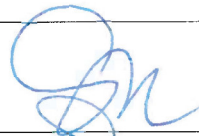
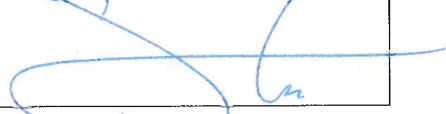

COMITÉ DE BASSIN

Réunion le jeudi 26 mai 2016

(à 10 h 00 à Centre de conférences d'Orléans)

Agence

		NOM	EMARGEMENT
	P	M. BALANGÉ David	
	P	Mme BEAUCHAINE Magali	
	P	Mme BLANC Céline	
	P	M. BOUDON Gérard	
	P	M. BOUJU Etienne	
	P	Mme BOURDAIS Anne	
	P	M. BROUDICHOU Alexis	
	P	M. CAMPHUIS Nicolas-Gérard	
	P	Mme DÉTOC Sylvie	
Ne déjeune pas	P	M. GILLIARD Hervé	
	P	M. GITTON CLAUDE	
Ne déjeune pas	P	Mme HERMITEAU Ingrid	

	NOM	EMARGEMENT
P	Mme JULLIEN Edwige	
P	M. KARPUTA Jean-Michel	
P	M. LE BESQ Rémi	
P	M. LESCIEUX Régis	
P	Mme LORAND Myriam	
P	Mme MAURIN Sandrine	
P	Mme MEJJAT HOURIA	
P	Mme OPERIOL Paule	
P	M. PINAULT Laurent	
P	M. RAYNARD Olivier	
P	Mme ROBILIARD Marion	
P	M. SAPPEY ALAIN	
P	Mlle SEDANO Lucie	
P	Mme SPILLIAERT-OGER Sophie	
P	M. STEIN Michel	

A. PARIS Jérôme
 MOTZUAW J. Roux

Comité de bassin
26 mai 2016
 Suivi du quorum

Quorum 95 = 134 ok

Statut :

P présent
R représenté
PV a donné son pouvoir
 A absent

Séance		Départs		Statut	Nom	Collège	Représenté par :		pouvoirs enregistrés		A donné pouvoir à :
Emarg.	nb voix	nb	nb voix				enregistrés				
93	168	19	-34	160	174	174	13	49	75	26	75
	0		0	PV	AIME	Usagers					GANDRIEAU
x	2		0	P	ALBERT	Collectivités territoriales		BELAUD			
x	2		0	P	ANTON	Collectivités territoriales		D'AUX			
x	1		0	P	AUCONIE	Collectivités territoriales					
	0		0	PV	BARNIER	Collectivités territoriales					FRECHET
	0		0	PV	BARRET	Etat et établissements publics					MEDDAH
x	1		0	P	BEAUFILS	Usagers					
x	1		0	P	BEAUJANEAU	Collectivités territoriales					
	0		0	PV	BELAUD	Collectivités territoriales					ALBERT
	0		0	PV	BELLIARD	Usagers					FAUCONNIER
	0		0	A	BEVILLARD	Collectivités territoriales					
x	2		0	P	BITEAU	Usagers		DRAPEAU			
x	1		0	P	BLACHON	Usagers					
x	3		0	P	BLEUNVEN	Collectivités territoriales		ROLLAND	LE GOFF		
x	1		0	P	BODARD	Collectivités territoriales					
x	3		0	P	BOISNEAU Philippe	Usagers		CHELLET	COLLETER		
	0		0	PV	BOISNEAU Jean-Paul	Collectivités territoriales					MICHEL
x	1		0	P	BONNEFOUS	Usagers					
x	1		0	P	BONNET	Collectivités territoriales					
x	3		0	R	BONNEVILLE	Etat et établissements publics	LETESSIER	COMET	CHALUS		
x	1		0	P	BONNIN	Collectivités territoriales					
x	3		0	P	BOUJILLAT	Collectivités territoriales		DELAPORTE	PALPACUER		
	0		0		BOUSSARD	Collectivités territoriales					
x	3		0	R	BOUYGARD	Etat et établissements publics	MORAGUEZ	HIRTZIG	DE CADEVILLE		
	0		0	PV	BRET	Usagers					DHUY
	0		0	A	BROCHOT	Collectivités territoriales					
	0		0	PV	BRUGIERE	Usagers					SOUBOUROU
x	2		0	P	BRUNY	Usagers		LEFEBVRE-RAUDE			
	0		0	PV	BUIIN	Usagers					ROBERT Alain
x	3		0	P	BURLLOT	Collectivités territoriales		LE GARFF TRUHAUD	FAUVEL		
	0		0	PV	CAROLY	Usagers					PATURAT
	0		0	PV	CAUDAL	Collectivités territoriales					COUTURIER
	0		0	PV	CHALUS	Etat et établissements publics					BONNEVILLE
x	2		0	P	CHASSANDE	Etat et établissements publics		DE OLIVEIRA			
	0		0	PV	CHATRY	Usagers					SOUBOUROU
	0		0	PV	CHELLET	Usagers					BOISNEAU Philippe
	0		0	PV	CHITO	Collectivités territoriales					DOUCET
x	1	14H50	-1	P	COISNE	Usagers					
	0		0	A	COLLET	Usagers					
	0		0	PV	COLLETER	Usagers					BOISNEAU Philippe
	0		0	PV	COMET	Etat et établissements publics					BONNEVILLE
	0		0	PV	CORSAN	Collectivités territoriales					LEFORT
x	3	14H00	-3	P	COUTURIER	Collectivités territoriales		HERVOCHON	CAUDAL		
x	1	14H00	-1	PV	COZIC	Collectivités territoriales					THOMAZO
	0		0		DARTOUT	Etat et établissements publics					
	0		0	PV	D'AUX	Collectivités territoriales					ANTON
x	1		0	R	DAVID	Etat et établissements publics	SCORNET				
	0		0		DE BEAUMESNIL	Usagers					
x	3		0	P	DE BOYSSON	Usagers		GOUSSET	FONTAINE		
	0		0	PV	DE CADEVILLE	Etat et établissements publics					BOUYGARD
	0		0	PV	DE GUENIN	Etat et établissements publics					GAILLET
x	2		0	P	DE LESPINAY	Usagers		VENDROT			
	0		0	PV	DE OLIVEIRA	Etat et établissements publics					CHASSANDE
x	1	14H00	-1	PV	DE REDON	Collectivités territoriales					FRECHET
	0		0	PV	DELAPORTE	Collectivités territoriales					BOUJILLAT
	0		0	PV	DELPUECH	Etat et établissements publics					NOARS
x	1		0	P	DENIS	Usagers					
x	3	13H15	-3	P	DHUY	Usagers		BRET	MERY		
x	2		0	P	DORON	Usagers		LARDON			
x	2		0	P	DOUCET	Collectivités territoriales		CHITO			
x	2	14H00	-2	PV	DRAPEAU	Collectivités territoriales		GRIMPRET			BITEAU
	0		0	PV	DREVET	Usagers					HANGARD
x	1	14H00	-1	P	DUFRESNOY	Etat et établissements publics					

Comité de bassin
26 mai 2016
Suivi du quorum

Quorum 95 = 134 ok

Statut :

P présent
R représenté
PV a donné son pouvoir
A absent

Séance		Départs		Statut	Nom	Collège	Représenté par :		A donné pouvoir à :
Emerg.	nb voix	nb	nb voix				enregistrés	pouvoirs enregistrés	
93	168	19	-34	160	174	174	13	75	75
							49	26	
	0		0	PV	DURAND	Usagers			ROBERT Alain
	0		0	PV	FAUCHER	Collectivités territoriales			GAGNEUX
x	3		0	P	FAUCHEUX	Collectivités territoriales	GAMACHE	LOSTANLEN	
x	3		0	P	FAUCONNIER	Usagers	BELLIARD	VIGIER	
	0		0	PV	FAUVEL	Collectivités territoriales			BURLOT
x	3		0	P	FERREIRA	Etat et établissements publics	SANLAVILLE	GRELICHE	
x	2		0	R	FLEUTIAUX	Etat et établissements publics	DEVAUX ROS	MALHERBE	
	0		0	PV	FONTAINE	Usagers			DE BOYSSON
x	3		0	P	FRECHET	Collectivités territoriales	BARNIER	DE REDON	
x	3		0	P	GAGNEUX	Collectivités territoriales	FAUCHER	RAMBAUD	
x	3		0	R	GAILLET	Etat et établissements publics	FRÉMAUX	GOMEZ	DE GUENIN
	0		0	PV	GAMACHE	Collectivités territoriales			FAUCHEUX
x	3		0	P	GANDRIEU	Usagers	AIME	MAUSSION	
x	1		0	P	GAULANDEAU	Usagers			
	0		0	PV	GAUTHIER	Etat et établissements publics			MICHELET
x	1	15H13	-1	P	GERAULT	Collectivités territoriales			
x	2		0	P	GIBEY	Collectivités territoriales	MARCELLOT		
x	1		0	P	GILBERT	Usagers			
	0		0	PV	GOMEZ	Etat et établissements publics			GAILLET
	0		0	PV	GOPY	Usagers			SAILLARD
	0		0	PV	GOUSSET	Usagers			DE BOYSSON
	0		0	PV	GRELICHE	Etat et établissements publics			FERREIRA
	0		0	PV	GRIMPRET	Collectivités territoriales			DRAPEAU
	0		0	PV	GROSJEAN	Collectivités territoriales			LOSTANLEN
x	1		0	P	GUIHARD	Collectivités territoriales			
	0		0	PV	GUILLAUME	Usagers			QUENOT
x	3	14H00	-3	R	GUYOT	Etat et établissements publics	BARNET	VATIN	NAVEZ
x	2		0	P	HANGARD	Usagers		DREVET	
x	1		0	P	HERILIER	Usagers			
	0		0	PV	HERVE	Collectivités territoriales			LOSTANLEN
	0		0	PV	HERVOCHON	Collectivités territoriales			COUTURIER
	0		0	PV	HIRTZIG	Etat et établissements publics			BOUYGARD
x	1		0	P	HUET	Usagers			
	0		0	PV	JACQ	Etat et établissements publics			MICHELET
x	1	13H11	-1	P	JANVROT	Usagers			
x	1		0	P	JODAR	Collectivités territoriales			
	0		0	PV	LAINNE	Etat et établissements publics			LEIBREICH
	0		0	PV	LARDON	Usagers			DORON
x	1		0	R	LASFARGUES	Etat et établissements publics	WICKER		
x	1	14H00	-1	PV	LE FAOU	Usagers			SIMARD
	0		0	PV	LE GARFF TRUHAUD	Collectivités territoriales			BURLOT
	0		0	PV	LE GOFF	Collectivités territoriales			BLEUNVEN
	0		0	PV	LE SAULNIER	Collectivités territoriales			PELICOT
x	1		0	P	LECHAUVE	Collectivités territoriales			
x	1		0	P	LEDEUX	Collectivités territoriales			
	0		0	PV	LEFEBVRE-RAUDE	Usagers			BRUNY
x	3		0	P	LEFORT	Collectivités territoriales	DU PEUTY	CORSAN	LUCAUD
x	2	14H50	-2	R	LEIBREICH	Etat et établissements publics		LAINNE	
	0		0		LEMARE	Collectivités territoriales			
	0		0	PV	LONQUEU	Usagers			SAILLARD
x	3	13H14	-3	PV	LOSTANLEN	Collectivités territoriales		GROSJEAN	HERVE
	0		0	PV	LUCAUD	Collectivités territoriales			LEFORT
	0		0	PV	MALHERBE	Etat et établissements publics			FLEUTIAUX
	0		0	PV	MARCELLOT	Collectivités territoriales			GIBEY
	0		0	PV	MAUSSION	Usagers			GANDRIEU
x	2		0	R	MEDDAH	Etat et établissements publics	DEVAUX ROS	BARRET	
	0		0	A	MEHEUST	Collectivités territoriales			
x	1		0	P	MENIER	Usagers			
	0		0	PV	MERY	Usagers			DHUY
x	2		0	P	MICHEL	Collectivités territoriales		BOISNEAU Jean-Paul	
x	3	12H38	-3	R	MICHELET	Etat et établissements publics	BERTRAND	GAUTHIER	JACQ
	0		0	PV	MILLIERAS	Usagers			PATURAT
	0		0		MIRMAND	Etat et établissements publics			

Comité de bassin
26 mai 2016
 Suivi du quorum

Quorum 95 = 134 ok

Statut :

P présent
R représenté
PV a donné son pouvoir
 A absent

Séance		Départs		Statut	Nom	Collège	Représenté par :		A donné pouvoir à :		
Emarg.	nb voix	nb	nb voix				enregistrés	pouvoirs enregistrés			
93	168	19	-34	160	174	174	13	49	75	26	75
x	1		0	P	MOATAR	Usagers					
x	1		0	P	MOELO	Usagers					
	0		0	PV	NAVEZ	Etat et établissements publics					GUYOT
x	2		0	R	NOARS	Etat et établissements publics	GARRIGOU	DELPUECH			
	0		0	PV	PALPAQUIER	Collectivités territoriales					BOUJILAT
x	3	13H10	-3	PV	PATURAT	Usagers		CAROLY	MILLIERAS		VOISIN
x	3		0	P	PELICOT	Collectivités territoriales		LE SAULNIER	QUILLET		
x	1		0	P	PELLERIN	Usagers					
	0		0		PENAUD	Usagers					
	0		0	A	PETROT	Usagers					
	0		0	PV	PIERSON	Usagers					SIMARD
x	1		0	P	PIRICOU	Usagers					
x	1		0	P	PLESSIS	Usagers					
	0		0	PV	POINTEREAU	Collectivités territoriales					ROBERT Jean-François
	0		0	A	PRORIOL	Collectivités territoriales					
x	2		0	P	QUENOT	Usagers		GUILLAUME			
	0		0	PV	QUILLET	Collectivités territoriales					PELICOT
	0		0	PV	RAMBAUD	Collectivités territoriales					GAGNEUX
	0		0	P	RAMES	Etat et établissements publics					
x	2		0	P	RIOTTE	Collectivités territoriales		YVARD			
x	2	14H00	-2	P	ROBERT Jean-François	Collectivités territoriales		POINTEREAU			
x	3		0	P	ROBERT Alain	Usagers		BUIN	DURAND		
x	1		0	P	ROBERT Jacques	Usagers					
	0		0	A	ROCHER	Usagers					
	0		0	PV	ROLLAND	Collectivités territoriales					BLEUNVEN
x	1		0	P	ROUFFET PINON	Usagers					
x	1		0	P	ROUSSEAU	Usagers					
x	1		0	P	ROUSSET	Collectivités territoriales					
x	3		0	P	SAILLARD	Usagers		GOUPY	LONQUEU		
	0		0	PV	SANLAVILLE	Etat et établissements publics					FERREIRA
x	2		0	P	SAQUET	Usagers		TAUFFLIEB			
x	1	14H00	-1	P	SAUMUREAU	Usagers					
x	2		0	P	SAUVADE	Collectivités territoriales		SAUVEZ			
	0		0	PV	SAUVEZ	Collectivités territoriales					SAUVADE
x	3		0	P	SIMARD	Usagers		PIERSON	LE FAOU		
x	3		0	P	SOUBOUROU	Usagers		BRUGIERE	CHATRY		
x	1	14H00	-1	PV	TAUFFLIEB	Usagers					SAQUET
x	2		0	P	THOMAZO	Collectivités territoriales		COZIC			
x	1		0	P	TIENGOU	Usagers					
x	1		0	R	TOULHOAT	Etat et établissements publics	GOMEZ E.				
x	1		0	P	TROUVAT	Usagers					
	0		0	A	VALLEE	Usagers					
	0		0	PV	VATIN	Etat et établissements publics					GUYOT
x	1		0	R	VAUTERIN	Etat et établissements publics	GARRIGOU				
x	1	14H00	-1	PV	VENDROT	Usagers					DE LESPINAY
	0		0	PV	VIGIER	Usagers					FAUCONNIER
x	2		0	P	VOISIN	Usagers		PATURAT			
	0		0	PV	YVARD	Collectivités territoriales					RIOTTE